



L'intervention de l'ONU en Somalie (1992-1995) : Nouvelles perspectives d'analyse d'un échec de la coopération internationale

**Samuel Hilyer
Pierre Gourlaouen**

Mémoire de Master

Séminaire Histoire et Géopolitique de l'ère contemporaine
Sous la direction de Nicolas Vaicbourdt

2015-2016

Table des matières

Introduction	3
La marche vers l'intervention : des origines de la crise à l'action de la communauté internationale	5
<i>L'émergence de la crise somalienne dans un contexte international en mutation</i>	<i>5</i>
<i>De la dictature à un "État failli"</i>	<i>8</i>
<i>L'action internationale post-Guerre froide et sa légitimité</i>	<i>10</i>
Une critique des explications les plus fréquemment avancées pour rendre compte de l'échec de la communauté internationale	12
<i>L'inefficacité et la lenteur de l'ONU face à la situation somalienne</i>	<i>12</i>
<i>L'inadéquation de la politique américaine extérieure américaine face au théâtre somalien.....</i>	<i>14</i>
<i>Une situation locale chaotique sans possibilité de résolution.....</i>	<i>17</i>
De nouvelles pistes explicatives de l'échec de la stabilisation de la Somalie	19
<i>Le manque de coopération, de communication et de compréhension entre militaires et ONG</i>	<i>19</i>
<i>Des problèmes relationnels entre acteurs individuels au plus haut niveau</i>	<i>21</i>
<i>Le non-respect par l'ONU de sa neutralité au cours du conflit</i>	<i>23</i>
Conclusion.....	25
Annexe n° 1 – Entretien avec le Général B.	26
Annexe n°2 – Entretien avec le Colonel C.....	32
Annexe N° 3 – Entretien avec Monsieur Wouter Van Empelen, coordinateur pour Médecins sans Frontières à Baïdoa (novembre 1992 – février 1993)	39
Annexe N° 4 – Entretien avec Laurent Leblond, journaliste présent en Somalie au début des années 1980	43

Introduction

La Somalie est possiblement le pays le plus pauvre du monde. Les famines, les troubles politiques et les années de guerre civile ont ravagé ce pays de la Corne de l'Afrique. La Somalie fait actuellement face à de nouvelles menaces, telles que la piraterie et la montée de l'islamisme radical. La communauté internationale s'est beaucoup penchée sur le *failed state* somalien au cours des trente dernières années, sans jamais réussir à stabiliser le pays. La Somalie est devenue le symbole même de l'extrême pauvreté. En janvier 1992, Andrew Natsios déclarait, devant le Congrès américain, que la Somalie représentait « la plus grande urgence humanitaire du monde »¹. Les somaliens sont très souvent cités dans les médias comme l'exemple-type du peuple pauvre. Une rapide analyse des titres des livres qui traitent de la Somalie révèle à quel point on perçoit le pays négativement. On peut noter parmi les meilleures ventes sur le sujet « Somalia : The world's most dangerous place »², ou encore « The suicidal state in Somalia »³. Mais le sort de la Somalie n'avait rien d'inévitable. Si la Somalie a toujours été pauvre, elle a tout de même connu des périodes de développement dans le passé. Dans les années 1960, les indicateurs de développement somaliens progressaient à la même allure que ceux de ses voisins africains. En 1962 par exemple, son espérance vie et son produit intérieur brut par habitant étaient bien plus élevés que ceux de l'Éthiopie, et comparables à ceux du Kenya. Aujourd'hui, si l'Éthiopie reste très pauvre, elle présente des dynamiques porteuses de développement humain et de stabilisation politique. Le Kenya quant à lui est l'un des pays les plus riches d'Afrique de l'est, avec un service public efficace et des infrastructures de qualité. Visiblement, autour de la fin des années 1980, alors que ses voisins régionaux commençaient à s'émanciper, la Somalie a cessé de se développer. La guerre civile et la famine des années 1990 en sont clairement la cause, et malgré l'injection de centaines de millions de dollars et la mobilisation de toute la communauté internationale, plus de vingt ans plus tard le pays reste dans une situation très précaire. Le caractère durable de la crise somalienne prouve que ses racines sont profondes, et que les interventions extérieures visant à y mettre fin ont été, à ce jour, inefficaces.

Pour comprendre ce qui s'est produit lors de cette crise, il est nécessaire d'étudier de plus près l'histoire politique du pays. La formation de l'État somalien est assez typique des

¹ Andrew Natsios, 1992 dans : Terrence Lyons ; « Ahmed Samatar, Somalia : state collapse, multilateral intervention and strategies for political reconstruction », Brookings Institution Press, décembre 2010, p.30. Texte original : "the greatest humanitarian emergency in the world".

² James Fergusson, *The World's most dangerous place : Inside the outlaw state of Somalia*, Da Capo Press, 2013

³ Mohamed Haji Ingiriis, *The Suicidal state in Somalia: The Rise and fall of the Siad Barre regime, 1969-1991*, UPA, 2016.

autres États africains, ayant acquis l'indépendance dans les années 1960 avec un gouvernement autoritaire impliqué dans la Guerre froide. La Somalie s'est formée en 1960 suite au rassemblement de deux anciennes colonies, une britannique, au nord, et une italienne, au sud. Le général Siad Barre y a organisé un coup d'État en 1969, et se rapproche dans un premier temps du bloc soviétique. La Somalie, de par sa situation stratégique, s'est retrouvée au cœur du conflit de la Guerre froide. Le pays s'est par la suite rapproché des États-Unis lorsqu'en 1977, les Soviétiques ont décidé de soutenir l'Éthiopie face à la Somalie dans la guerre de l'Ogaden. La défaite somalienne en 1978 a entraîné une crise économique de grande ampleur et un sentiment fort d'amertume de la part de la population, conduisant aux prémices de l'opposition au général Barre. La remise en cause du pouvoir unique, du manque de libertés fondamentales, de la corruption et du népotisme est rapidement montée au cours des années 1980. Des forces armées ont alors commencé à s'organiser en opposition au gouvernement. Au même moment, la fin de la Guerre froide a grandement diminué l'intérêt stratégique de la Somalie. Les aides économiques provenant du gouvernement américain ont drastiquement baissé. Peu à peu, Siad Barre a perdu le contrôle du pays et de nombreux clans d'opposition se sont organisés militairement. En janvier 1991, des combats ont éclaté à Mogadiscio et le 27 janvier, le palais présidentiel est tombé aux mains des troupes de l'*United Somali Congress* (USC), dirigé par Ali Mahdi. Siad Barre s'enfuit vers le sud du pays où une milice lui restait fidèle. A partir de ce moment, la situation se détériore et toute forme d'autorité centrale disparaît. En avril 1992 le conseil de sécurité de l'ONU engage le déploiement de casques bleus en Somalie. Jusqu'en 1995, deux missions de l'ONU et une force d'intervention menée par les Américains se sont mis en place, sans réussir à mettre fin au profond déchirement politique du pays.

Face à ces constats, plusieurs interrogations se posent. Comment expliquer que la crise de 1991 ait entraîné une instabilité aussi longue ? Pourquoi, malgré les moyens importants mis en place par l'ONU et les gouvernements nationaux, la crise n'a-t-elle pu être gérée ? Quelles erreurs ont été commises par la communauté internationale ?

Nous ne sommes pas les premiers à poser ces interrogations. De nombreux travaux ont été effectués sur le sujet, et diverses explications mettent en avant l'échec de la communauté internationale dans le pays. Il nous semblait cependant pertinent, à l'occasion du 25ème anniversaire de cette intervention onusienne, de revenir sur ces explications, de les critiquer, et d'en apporter de nouvelles. Parmi les explications les plus citées, on retrouve le retard de l'action internationale, l'inadaptation de la politique américaine face au conflit et la sous-estimation de la complexité locale. Sans remettre en cause ces explications, nous allons les

confronter avec des témoignages et des analyses de documents bruts pour apporter de nouvelles idées explicatives, ou du moins des idées relativement peu mises en avant dans la littérature existante. Nous prendrons une approche libérale, l'estimant adaptée au cas de la Somalie. Nous analyserons en effet les rôles importants d'acteurs supranationaux tels que l'ONU, et les impacts déterminants d'acteurs non-étatiques (clans armés, ONG, médias *etc.*).

Cet article vise à montrer qu'un ensemble de défaillances de communication, de coopération et d'analyse de la situation est au centre de l'échec de l'intervention et a contribué à faire perdurer l'instabilité de manière durable en Somalie.

Dans une première partie donc, nous reviendrons sur les causes de la crise somalienne et de l'intervention de l'ONU qui l'a suivie. Nous y évoquerons notamment les causes internes de la crise, le changement de contexte international qui s'est produit à l'époque et les théories des Relations Internationales qui ont justifié l'intervention. Deuxièmement, nous ferons une critique des explications "traditionnelles" de l'échec international, en proposant une classification des théories avancées par divers analystes. Enfin, dans une troisième partie, nous exposerons des pistes d'analyse sous-représentées dans la littérature sur l'échec de l'ONU en Somalie.

La marche vers l'intervention : des origines de la crise à l'action de la communauté internationale

Il convient dans un premier temps d'insérer la crise somalienne dans le contexte géopolitique mondial, puis d'analyser la mise sur l'agenda international de la question somalienne. Enfin nous mettrons en avant le processus décisionnel qui a mené à l'intervention.

L'émergence de la crise somalienne dans un contexte international en mutation

La chute de l'URSS a mis fin à plus de cinquante années de bipolarisation du monde. Les États-Unis se retrouvent seuls sans ennemi majeur, poussant George H.W. Bush à parler de la nécessité de « refonder un nouvel ordre mondial » des relations internationales. Cette volonté géopolitique des États-Unis s'inscrivait pleinement dans la logique de la « Fin de l'Histoire » mise en avant par Francis Fukuyama, affirmant que le triomphe de la démocratie libérale allait constituer un point final dans l'évolution idéologique et politique humaine. Cependant, dans les faits, c'est bien le désordre, l'instabilité voire le chaos qui règne sur

certaines régions du monde. Le début des années 1990 a vu se développer une multiplication des conflits. Les formes de conflictualité changent avec l'émergence de nouveaux types d'acteurs. En effet, on observe une recrudescence de conflits entre communautés s'opposant à l'intérieur même d'un État. Koffi Annan déclarait que 90% des conflits post-Guerre froide étaient internes⁴. La Somalie illustre clairement cette instabilité, en partie causée par la chute de l'URSS et par la perte des différentes aides économiques qui en découlaient. C'est surtout l'incapacité des États-Unis à imposer la paix et la stabilité qui va contrecarrer cette idée d'un « nouvel ordre mondial ». Les pays du Sud, comme la Somalie, sont les premières victimes de ce changement de monde, et se trouvent incapables de faire face aux difficultés économiques et sociales. Au cours de la Guerre froide, ces pays pouvaient aisément jouer sur la rivalité des deux grandes puissances afin de bénéficier de diverses aides économiques et sociales. En 1989, George H.W Bush réagit ainsi au basculement géopolitique que constitue la chute du mur de Berlin : « Nous nous devons aujourd'hui, en tant que peuple, d'avoir une intention de rendre meilleure la face de la Nation et plus douce la face du monde »⁵. Cette citation met en avant la position de Bush qui se place comme le garant du nouvel ordre mondial. Elle montre surtout le rôle que souhaitent jouer les États-Unis dans la conduite de l'action internationale, se plaçant comme seule hyperpuissance dans le nouveau contexte international. Si la Somalie caractérise ce nouveau « désordre », elle va par la suite marquer les faiblesses de la communauté internationale menée par les États-Unis dans l'instauration de la paix et la démocratie dans le monde. Les espoirs soulevés par la fin de la Guerre froide se sont petit à petit transformés en crainte.

Si la fin de la rivalité Est-Ouest a ravi les occidentaux et permis aux États-Unis d'exercer une position hégémonique, les pays du Tiers-Monde étaient plus dubitatifs quant aux bienfaits de la fin de la bipolarisation du monde. Les années 1970 étaient marquées par des revendications d'acteurs du Tiers-Monde, souvent prises en compte par les deux grandes puissances. Tout cela est remis en cause et ravive des tensions internes à la Somalie⁶. La Somalie avait en effet su profiter de ces jeux d'alliance, en soutenant d'abord l'URSS, puis les États-Unis suite à la guerre de l'Ogaden. La fin de la bipolarisation Est-Ouest va libérer un certain nombre de forces endiguées depuis des décennies, conduisant au développement des

⁴ Kofi Annan, « Eviter la Guerre, prévenir les catastrophes : le monde mis au défi », Rapport annuel sur l'activité de l'organisation, Nations Unies, septembre 1999, p.23.

⁵ George H.W. Bush (1989), dans : American Foreign Policy Current Documents, Department of State, Washington, 1990, p.5. Texte original : "We as a People have such a purpose today. It is to make kinder the face of the Nation and gentler the face of the World".

⁶ Bessis Sophie, « L'avenir incertain des Nations Unies », Manière de voir, octobre 2009 (n°107), p. 6-9.

tensions engendrées par les inégalités Nord-Sud, la poussée des revendications identitaires, la mutation des mouvements terroristes et bien d'autres menaces qui vont remplacer le rival soviétique⁷.

Le contexte international va également avoir un impact sur l'intervention à venir, notamment du fait des différents conflits se déroulant à la même époque. La situation somalienne se trouve d'abord éclipsée par la question irakienne. Les acteurs internationaux mais également les différents médias étrangers avaient les yeux rivés sur la situation dans le Golfe Arabo-Persique⁸. L'opération « Tempête du désert » est déclenchée en Irak le 17 janvier 1991 et Siad Barre est destitué dix jours plus tard. C'est donc surtout la situation des Kurdes dans le nord de l'Irak qui attire l'attention médiatique, permettant à la communauté internationale et à l'administration Bush, dans un premier temps, d'ignorer la crise somalienne sans impliquer de grands coûts politiques. Cependant, la médiatisation et la persistance du désastre humanitaire vont progressivement pousser les Nations Unies à agir. De plus, la non-intervention des États-Unis en Bosnie peut également être vue comme un facteur ayant conduit à l'implication dans la crise Somalienne. En effet, George H.W. Bush aurait voulu compenser la distance prise par les États-Unis vis-à-vis de la Bosnie en 1992 en déclenchant une opération humanitaire majeure avant la fin de son mandat⁹.

Le nouveau contexte international a donc affaibli l'intérêt stratégique de la Somalie pour les Occidentaux. La Guerre froide rendait cette zone de la Corne de l'Afrique stratégique d'un point de vue géopolitique, car elle constituait le point de jonction entre l'Afrique et le monde arabe. Le fait que la communauté internationale semblait davantage préoccupée par les conflits au Koweït et en Yougoslavie met en exergue cette perte d'importance de la Somalie pour les acteurs internationaux. Cela permet d'expliquer le peu d'empressement pour la situation somalienne et le retard souvent mis en avant par les observateurs dans la réaction au désastre humanitaire. Ce n'est véritablement qu'au printemps 1992, soit un an et demi après la chute de Siad Barre, que la communauté internationale a réellement pris conscience de l'ampleur de la crise somalienne.

⁷ Pierre Melandri ; Justin Vaïsse, *L'Empire du Milieu, Les États-Unis et le Monde depuis la fin de la Guerre froide*, éditions Odile Jacob, 2001, p. 57-58.

⁸ Anne-Claire de Gayffier-Bonneville, « L'intervention en Somalie 1992-1993 », *Revue historique des armées* [En ligne], 263 | 2011, [mis en ligne le 10 mai 2011, consulté le 24 novembre 2015] : <http://rha.revues.org/7214>

⁹ Luke Glanville, « Somalia reconsidered: an examination of the norm of humanitarian intervention », Macquarie University, Australie, p.6.

De la dictature à un “État failli”

A partir du début des années 1990, face à la famine et l’anarchie politique, les commentateurs ont perçu la Somalie comme l’archétype de l’État failli. Nous analyserons ici les données factuelles qui soutiennent cette appellation et nous étudierons comment cet étiquetage a affecté les actions de la communauté internationale.

Un État failli, ou *failed state*, définit un État qui n’est plus en mesure d’assurer la sécurité de sa population et l’intégrité de son territoire. En 1970, Gunnar Myrdal¹⁰ a théorisé le *soft state*, ou État fragile, pour définir les relations entre sociétés civiles et États dans le Tiers-Monde. Il définissait ainsi les nouveaux États décolonisés qui présentaient des problèmes de légitimité politique, des services publics corrompus et des manquements au monopole de la violence. Il s’agissait d’un concept assez eurocentré, puisqu’il supposait que l’État occidental était le seul mode d’organisation possible pour ces nouveaux pays indépendants. Le concept d’État failli est apparu aux États-Unis à la fin de la Guerre froide pour définir les États africains tels que le Rwanda ou la Somalie, qui ne pouvaient plus assurer la sécurité physique de leurs citoyens. Le modèle de l’État failli est fondé sur la lecture wébérienne du monopole de la violence légitime, selon laquelle un État fonctionnel se fonde sur sa capacité à maintenir sa légitimité par la force.

Selon Véron¹¹, la Somalie est un cas d’école du *failed state*. Paradoxalement, Véron souligne que la Somalie est un pays relativement uni d’un point de vue sociolinguistique. Le déchirement du pouvoir central ne s’est donc pas fait selon des logiques de tensions ethniques, mais des luttes de pouvoir entre clans traditionnels, formés comme des subdivisions d’une société somali nomadique. Ceci, combiné à une grande sécheresse couvrant toute la région au début des années 1990 a créé les conditions parfaites pour un vide de pouvoir et un État failli.

Concrètement, lors de la prise du palais présidentiel par le Général Mahdi en janvier 1991, membre du clan *Hawiye Abgal*, les autres clans dominants n’ont pas accepté son autorité. Le *United Somali Congress* (USC) qui a organisé le coup d’État s’est vite divisé sur des bases claniques. En février 1991, le Général Mohamed Farrah Aïdid, membre du clan *Haber Ghidir* fonde la *Somali National Alliance* (SNA). Au même moment, d’autres clans se sont opposés à

¹⁰ Gunnar Myrdal, « International inequality and foreign aid in retrospect », in : G. Meier and D. Seers (Dir.), *Pioneers of Development*, New York, Oxford University Press, p. 151-165.

¹¹ Jean Bernard Véron, « La Somalie ; cas d’école des États dits faillis », *Politique Etrangère*, Printemps (1) 45-57.

ces mouvements pour demander l'indépendance du Somaliland, et plus tard du Puntland. Cette instabilité politique totale a donc causé la défaillance de l'État, et le début d'une guerre civile.

Initialement la presse occidentale était peu préoccupée par la crise somalienne¹². Après la chute de Barre, très peu d'occidentaux sont restés sur le sol somalien, rendant difficile la collecte d'informations. Cependant, la communication des ONG s'est rapidement structurée, et les médias se sont progressivement tournés vers la Somalie face aux horreurs de la catastrophe humanitaire qui s'y déroulait. Pour mettre cela en exergue nous avons recueilli le témoignage d'un journaliste indépendant¹³ qui était présent dix ans plus tôt, en 1981, quand la pauvreté était déjà d'une extrême gravité. Selon cette source, la plus grande difficulté des ONG humanitaires à l'époque était de « convaincre les femmes somaliennes d'alimenter aussi les enfants les plus chétifs ». De tels témoignages ont pu choquer les citoyens européens et américains, et ont progressivement mené les opinions à une position favorable pour une intervention militaire. On peut aussi noter que les grandes campagnes d'appel aux dons pour la Somalie comme l'opération « du riz pour la Somalie » de Bernard Kouchner ont eu un effet important sur la population occidentale¹⁴.

Il est ainsi clair qu'à court terme la réflexion intellectuelle sur les *failed states* et la pression médiatique pour une intervention humanitaire ont contribué à inscrire la crise somalienne sur les agendas politiques occidentaux. A long terme cependant, il est possible que ce phénomène d'étiquetage de la Somalie comme un pays failli et affamé ait causé un enfermement de la réflexion sur les possibles sorties de crise. D'un côté, si la communauté internationale perçoit le pays comme une « cause perdue », elle fera moins d'efforts pour le soutenir, et d'un autre, le terme même de *failed state* empêche de penser des solutions en *bottom-up*, menées non pas par l'État mais par la société civile. En effet, la notion de *failed state* fait l'objet d'un débat important dans la doctrine des Relations Internationales, et de nombreux universitaires^{15 16} estiment que la définition du terme est si large que son sens se perd, et qu'il limite la réflexion critique sur le développement des pays affectés. Il convient donc d'analyser la position de la communauté internationale sur la question somalienne, ainsi que les solutions et objectifs envisagés afin de répondre à l'État failli somalien.

¹² Anne-Claire de Gayffier-Bonneville, « L'intervention en Somalie : 1992-1993 », Ibid.

¹³ Cf annexe n° 4

¹⁴ Anne-Claire de Gayffier-Bonneville, « L'intervention en Somalie 1992-1993 », Ibid.

¹⁵ Cf : Charles Call, « The Fallacy of the Failed State », *Third World Quarterly*, Vol. 29, n° 8, 2008

¹⁶ Cf : Walter Clarke ; Jeffrey Herbst, « Somalia and the future of humanitarian intervention », *Foreign Affairs*, édition mars/avril, 1996.

La communauté internationale porte dès lors son regard sur la Somalie et met en avant différents objectifs dans le but de pallier au désastre humanitaire.

Après des décennies de paralysie, les années 1990 ont vu une explosion dans le nombre des interventions des Nations Unies. On peut parler de « nouvel interventionnisme » pour caractériser la multiplication des actions de la communauté internationale. Ceci s'explique par le retour au premier plan des Nations Unies du fait de la fin de la Guerre froide, générant un sentiment fort d'optimisme concernant l'avenir de l'institution internationale. Cette recrudescence des actions peut également être liée à la multiplication des conflits internes au cours de cette période¹⁷. Cependant, dans le cas somalien, les Nations Unies vont mettre plusieurs mois avant de se pencher sur la situation humanitaire.

En effet ce n'est véritablement qu'à partir du printemps 1992 que la situation somalienne commence à être prise en compte par les acteurs internationaux. Le Conseil de Sécurité de l'ONU est « profondément troublé par l'ampleur de la tragédie humaine ». À partir d'avril 1992, des informations sur la situation hors de la capitale sont révélées par Médecins Sans Frontières et mettent en avant un bilan humain désastreux. En effet, un enfant sur quatre de moins de cinq ans est mort au cours de la dernière année. 10% des adultes somaliens sont morts de faim en un an et 90% des déplacés dans les camps sont atteints de malnutrition. Au cours de l'année 1991, on compte plus de 8000 morts par jour¹⁸. L'action onusienne était déjà présente avant les années 1990, notamment pour faire face aux sécheresses sévissant dans la région, ou pour gérer les flux de réfugiés suite à la guerre de l'Ogaden de 1977-78. Cela a conduit à une forme de culture de l'aide et de l'extorsion, qu'on ne retrouve pas à un tel niveau dans les autres pays de la Corne de l'Afrique. Dès lors s'est forgée l'idée que l'arrivée d'argent provenant de la communauté internationale allait de soi pour de nombreux dirigeants, et que son utilisation avait un caractère illimité¹⁹. Dans un premier temps, l'ONU envisage la mise en place d'une opération impliquant les différents membres de l'organisation, les acteurs régionaux et les ONG. Cependant, des solutions de type « classique » sont rapidement mises en avant, l'idée de l'usage de la force étant présentée comme nécessaire dès le départ, alors

¹⁷ Mats Berdal ; Spyros Economides, « United Nations Interventionism, 1991-2004 », Cambridge University Press, 2007

¹⁸ Anne-Claire de Gayffier-Bonneville, « L'intervention en Somalie 1992-1993 », Ibid.

¹⁹ Roland Marchal, « L'ONU et la guerre. La diplomatie en kaki. », in Marie-Claude Smouts (Dir), Espace International, 1994, p.79.

même que l'enlèvement était déjà présenté comme un risque²⁰. On remarque que l'ONU a gardé une position relativement attentiste jusqu'au départ de De Cuellar à la tête de l'ONU, et son remplacement par Boutros Boutros Ghali, dirigeant égyptien, pour qui la cause africaine était primordiale. La situation changea dès lors du tout au tout. On observe là une des premières limites de cette intervention, avec le passage d'une forme d'attentisme à une improvisation en l'espace de quelques semaines²¹. Si, à partir de ce moment, une intervention internationale devient inévitable, c'est la nature de cette intervention qui va être source d'interrogations et de conflits entre les différents acteurs.

En effet, un certain nombre de questions vont se poser au niveau de la communauté internationale, concernant le bienfondé et les objectifs d'une intervention militaire. Cette question de l'intervention en Somalie s'inscrit dans un débat plus large, tournant autour de la nécessité d'intervenir ou non dans des pays atteints de crises humanitaires et politiques. Cette idée d'intervention humanitaire militaire va émerger au début des années 1990, basée sur les critères de la guerre juste. On retrouve l'idée du « dernier recours » selon laquelle les États ne doivent intervenir que dans les cas les plus extrêmes²². C'est une approche par le dommage qui viserait à justifier une intervention militaire à but humanitaire : la cause peut être juste lorsque le dommage fait plus de victimes que pourrait en faire l'intervention. C'est dans cette logique que s'est organisée l'intervention en Somalie, dans le but unique de mettre fin à la tragédie humanitaire. La résolution 767 du 27 juillet 1992 parle de « populations de Somalie menacées en masse par la famine » et préconise la mise en place de mesures afin d'y mettre fin²³. Cependant, il est important de questionner l'efficacité d'une intervention de ce type qui ne tenterait que de s'attaquer aux symptômes de la crise sans remettre en cause les racines profondes du problème, qui dépassent le simple cadre de l'humanitaire. Ce fut clairement le cas en Somalie, l'intervention ne débouchant pas sur une stabilisation et la mise en place d'un État de Droit²⁴.

Le droit voire le « devoir d'ingérence » va donc justifier une intervention en Somalie, afin de faire face au désastre humanitaire. Cependant la communauté internationale n'a pas su s'adapter à la situation locale et répondre aux objectifs qu'elle s'était fixée. En effet le type de conflit doit impliquer une analyse particulière de la situation. Boutros Ghali disait des conflits

²⁰ Jean-Marc Sorel, « La Somalie et les Nations Unies », in *Annuaire français de droit international*, volume 38, 1992, p. 64-66

²¹ Roland Marchal, « L'ONU et la guerre. La diplomatie en kaki. », *Ibid*, p.101

²² Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Pourquoi intervenir ? Le critère de la cause juste dans la théorie de l'intervention humanitaire armée. », *Critique internationale*, janvier 2012 (n° 54), p. 145-168

²³ Nations Unies, Conseil de sécurité, résolution 767 (1992), 27 juillet 1992

²⁴ Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Pourquoi intervenir ? » *Ibid*, p. 145-168

intérieurs que « ces guerres ont souvent un caractère ethnique ou religieux et elles emploient une violence et une cruauté inhabituelle ». Il ne faut donc plus raisonner en termes d'armées régulières mais prendre en considération l'action des milices et des civils armés dont la chaîne de commandement est mal définie. La crise somalienne était finalement composée de guérillas sans véritable fronts, et les civils étaient les premières victimes du conflit²⁵. Cela va nécessiter une définition claire des objectifs entre les différentes parties. Cependant, nous verrons par la suite que tous les acteurs ne seront pas d'accord sur les mesures à prendre ainsi que sur leur étendue.

La crise somalienne s'est développée en raison du basculement du contexte géopolitique mondial. L'intervention a été menée en réponse à une pression médiatique croissante et a été mise en place selon le modèle de l'action humanitaire. Il s'agira maintenant d'analyser le déroulé des opérations et les défaillances ayant causé l'échec à long terme.

Une critique des explications les plus fréquemment avancées pour rendre compte de l'échec de la communauté internationale

Parmi les explications les plus fréquemment mises en avant dans la littérature, on retrouve trois grandes catégories : l'incompétence et la lenteur des Nations Unies face à la situation, l'inadéquation de la stratégie militaire américaine, mais aussi l'idée que les luttes de pouvoir locales étaient trop complexes pour permettre une intervention efficace.

L'inefficacité et la lenteur de l'ONU face à la situation somalienne

Des analystes très divers ont avancé l'argument selon lequel la communauté internationale a agi trop tardivement en Somalie (On peut citer Clarke et Herbst²⁶ dans le domaine universitaire, Clark²⁷ dans le service public, ainsi que de nombreux journalistes de l'époque). Jeffrey Clark, haut fonctionnaire américain, est particulièrement critique de la prise d'action tardive des Nations Unies, écrivant dans *Foreign Affairs* que : « le Peuple somalien [...] a été laissé pour compte jusqu'au point où leur souffrance est devenue trop horrible à ignorer ». Il invoque notamment la priorité donnée à l'Irak, un pays présentant plus d'intérêts

²⁵ Kevin Cahill, « La diplomatie préventive », NiL, 2005, p. 172.

²⁶ Walter Clarke et Jeffrey Herbst, « Somalia and the future of humanitarian intervention », *Foreign Affairs*, éd. mars/avril, 1996.

²⁷ Jeffrey Clark, « Debacle in Somalia », *Foreign Affairs*, Vol 72-1, 1992, 109-123.

stratégiques. L'idée est reprise dans la littérature académique. Ainsi Anne-Claire de Bonneville²⁸, spécialiste des Relations Internationales à l'INALCO, constate que « la communauté internationale ne se soucie pas [en 1991/1992] de cette situation d'apocalypse qui s'installe durablement dans le pays ». Elle explique notamment la lenteur de l'action internationale par un manque d'informations sur la situation, et donc de couverture médiatique. En effet, lors de la chute de Siad Barre, toutes les ambassades de Mogadiscio ont été évacuées avec une assistance militaire américaine²⁹, beaucoup de journalistes ont quitté le territoire et certaines ONG ont réduit leurs effectifs sur le terrain. Le rapport de Médecins Sans Frontières³⁰ contenant des extraits des minutes des réunions de l'ONG concernant la Somalie, confirme que la communication sur la situation somalienne était insuffisante en 1991. Selon ce rapport, « la question de la famine en Somalie ne décolle pas vraiment dans les médias [en 1991] et la communauté internationale ne se précipite pas au secours des Somaliens ». L'autre raison invoquée est la surcharge de travail des équipes, trop occupées pour s'occuper des relations presse. Même après une première intervention de la communauté internationale en Avril 1992 (ONUSOM I), certaines ONG particulièrement touchées par les combats n'avaient pas reçu d'aide sécuritaire avant décembre 1992³¹.

Si aujourd'hui il semble évident qu'une intervention plus rapide aurait pu sauver des vies, cette idée n'était pas partagée par tous au sein de l'ONU en 1991³². En effet, au moment de la déchéance de Siad Barre, la priorité pour les diplomates onusiens était de restaurer la paix, ou du moins une certaine stabilité. La famine avait été causée par la guerre civile et le manque de sécurité, la restauration de l'ordre paraissait donc être la solution la plus efficace au début de la crise. Les premières résolutions du Conseil de Sécurité sur la Somalie reflètent bien l'avis dominant en 1991³³. En effet, ces textes insistent sur une sortie de crise diplomatique, par voie de négociation avec les clans somaliens. De nombreux efforts de négociation ont été entrepris, que ce soit sur place, en Éthiopie ou au siège de l'ONU à New York. Un accord de cessez-le-feu a été signé en mars 1992, et de possibles voies de sortie de crise se dessinaient. M. Mohamed Sahnoun, représentant spécial pour la Somalie d'avril à novembre 1992, qui a accepté de témoigner pour nos recherches, nous a confirmé que les voies diplomatiques avaient

²⁸ Anne-Claire de Gayffier-Bonneville, « L'intervention en Somalie 1992-1993 », Ibid.

²⁹ Jane Perlez, « US and Italy evacuating Foreigner in Somalia », New York Times, 5 janvier, 1991 [Consulté le 22/03/16].

³⁰ Rapport Médecins Sans Frontières, « Somalie 1991-1993 : Guerre Civile, Alerte à la Famine et Intervention "Militaro-humanitaire" de l'ONU », 2013.

³¹ Jane Perlez, « General is wary of sending force to Somali interior », New York Times, 4 décembre 1992 [Consulté le 21/04/16] : <http://www.nytimes.com/1992/12/14/world/general-is-wary-of-sending-force-to-somali-interior.html>

³² Témoignage de M. Mohamed Sahnoun, recueilli en avril 2016 au cours d'une série de conversations téléphoniques. Des conditions particulières ne nous ont pas permis d'enregistrer ces appels.

³³ Cf résolutions 733 et 746 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

tout leur sens à ce stade du conflit. Il a d'ailleurs démissionné à cause de la décision prise par le Conseil de Sécurité d'envoyer des troupes américaines à Mogadiscio, estimant que cela était injustifié tant que toutes les voies pacifiques n'avaient pas été entreprises. Si en effet ONUSOM I était une opération de petite envergure, avec un mandat restrictif et des moyens réduits, ce n'était pas seulement parce que la communauté internationale ignorait la gravité de la situation. Il était impossible d'envoyer une force plus importante tant que les négociations se poursuivaient.

Entre le début du conflit en janvier 1991 et la première intervention armée en 1992, il semble sévère de parler d'une inaction des Nations Unies. Il paraît primordial de prendre en compte cette période de l'action internationale dans toute analyse de l'intervention. S'il est indéniable que la Somalie n'était pas la priorité de la communauté internationale en 1991, l'ONU a tout de même beaucoup agi d'un point de vue diplomatique en cette première année de crise. Ainsi, s'il n'est pas à ignorer, le retard de l'intervention militaire n'est pas forcément un manquement intentionnel de l'ONU, mais plutôt la conséquence de l'action diplomatique initialement menée.

L'inadéquation de la politique américaine extérieure américaine face au théâtre somalien

Une autre théorie souvent avancée pour expliquer l'échec de l'intervention est celle d'une action américaine non-appropriée à la situation somalienne.

Une des difficultés majeures à laquelle les américains ont dû d'abord faire face est celle des raisons d'engagement et des différences de point de vue sur la question au sein de l'administration et l'état-major américain. La période de l'intervention est marquée par la présence de Colin Powell comme chef d'état-major des armées américaines et sa doctrine Powell-Weinberger définie à l'aube de la Guerre du Golfe. Cette doctrine affirme que les forces armées américaines ne doivent s'engager dans un conflit extérieur seulement si des intérêts nationaux vitaux sont en jeu. D'autres critères sont également nécessaires pour permettre une intervention, notamment les objectifs stratégiques, opérationnels et tactiques qui doivent être clairement définis, l'utilisation de la force qui doit être décisive, et l'appui du peuple américain qui doit être assuré. Cependant, dans le cas de la Somalie, l'intervention était difficilement justifiable par Powell pour diverses raisons : les buts politiques de l'intervention n'étaient pas

clairs, la force employée n'était pas suffisante, la phase stratégique de désengagement fût un échec et l'appui de l'opinion publique ne cessa de baisser³⁴.

C'est cet écart entre une doctrine censée être clairement établie et la réalité de l'opération qui a créé cette intervention à double vitesse. Il apparaissait clair pour les Américains que l'objectif de reconstruction d'un État et d'une Nation somalienne était irréalisable et l'intervention devait se borner à soulager un grave désastre humanitaire³⁵.

Le général Powell parlait ainsi après la bataille de Mogadiscio : « Pourquoi des Somaliens ont-ils tiré sur nos troupes alors qu'elles étaient venues secourir la population affamée? Ce sont les Nations Unies, avec cette idée de « reconstruction d'une nation, qui nous ont entraînés dans ces sables mouvants »³⁶.

Samuel Huntington a eu cette phrase pour qualifier l'action américaine en Somalie: « Il est moralement injustifiable et politiquement et indéfendable que des membres des forces américaines armées soient tués pour empêcher que les somaliens se tuent entre eux »³⁷. Cette vision s'inscrit pleinement dans la doctrine Powell-Weinberger. Il convient donc d'expliquer pourquoi l'intervention a eu lieu alors même qu'elle était contraire aux principes dominants de l'époque concernant les actions sur des territoires étrangers.

Dans un premier temps, une opposition s'est installée entre le *State Department's Refugee Office* et le *Bureau of International Organizations* (BIO) qui n'avaient pas le même point de vue sur la réaction à apporter sur la crise somalienne. Le BIO mettait en avant le fait que la Somalie n'était pas d'intérêt central stratégique et que les Nations Unies étaient déjà débordées par des missions de maintien de la paix dans le monde. Un élément déclencheur fut un fameux communiqué envoyé par l'ambassadeur américain au Kenya au Président Bush, intitulé « Un jour en enfer » et décrivant les conditions des populations réfugiées somalis au Kenya. Cela permit d'attirer l'attention de George H.W. Bush sur la situation humanitaire et aurait eu un impact non-négligeable dans la décision d'intervenir³⁸.

Le rôle des médias américains a également été primordial tout au long du conflit et a fortement influencé la conduite de l'action américaine. Dans un premier temps, le misérabilisme et la dureté des images ont eu un impact fort sur l'opinion publique et de fait sur

³⁴ Major Douglas E. Delaney, « Nous et eux : Colin Powell et les relations entre militaires et civils aux États-Unis, 1963-1993 », *Revue Militaire Canadienne*, 2002, p.49

³⁵ Ibid, p. 55.

³⁶ Colin Powell ; Joseph Persical et al. *My American Journey*, Random House, New York, 1995, p. 586.

³⁷ Rudi Guraziu, « Is Humanitarian military intervention in the affairs of another state ever justified », Middlesex University, 2008. Texte original : "It is morally unjustifiable and politically indefensible that members of the US armed forces should be killed to prevent Somalis from killing one another".

³⁸ Andrew Natsios, « Humanitarian relief interventions in Somalia : the economics of chaos », *International Peacekeeping*, vol. 3, n° 1, printemps 1996, p.73-74

les pouvoirs publics. A l'inverse, la question somalienne a totalement disparu des médias lorsque les casques bleus ont quitté le pays à la fin mars 1994. On remarque dès lors une focalisation soudaine, brève et superficielle des grands médias d'information mais également des décideurs politiques. Ce n'est qu'à l'été 1992 que des médias influents tels que le *Washington Post* ou le *New York Times* ont commencé à se saisir de la question somalienne. Des reportages télé diffusaient des images d'enfants mourant de faim. Certains ont parlé d'« effet CNN », montrant l'impact de ces images sur l'opinion publique³⁹.

Suite au bon déroulement de l'intervention en décembre 1992, la couverture médiatique de la presse américaine a rapidement chuté et le nombre de reporters sur place a fortement diminué. Au cours de l'année 1993, seul le massacre des casques bleus pakistanais et la bataille de Mogadiscio seront hautement couverts, rendant l'intervention de plus en plus impopulaire. L'assistant Secrétaire d'État aux droits de l'Homme américain John Shattoch parlait ainsi de l'impact des médias sur la crise somalienne : « Les médias nous [les États-Unis] ont fait entrer en Somalie, puis nous en ont fait sortir »⁴⁰.

Quelques jours après l'annonce de l'intervention des États-Unis, 81% des Américains étaient d'accord avec celle-ci. Bush a voulu jouer sur cette mesure populaire alors même qu'il avait perdu les élections en novembre 1992 et était amené à quitter le pouvoir 47 jours plus tard. C'était pour lui une manière de laisser un certain héritage. Une des raisons clés de l'intervention était le risque faible d'y voir mourir des soldats américains. Sous le mandat de Clinton, on observe une forme de situation inversée. Alors même que l'opinion publique était de moins en moins en faveur de l'intervention, Clinton ne voyait rien dans cette mission pouvant lui être favorable, et présentant trop de risques d'un point de vue domestique. Bill Clinton, premier démocrate au pouvoir depuis 12 ans, n'était pas prêt à sacrifier son mandat pour une intervention n'impliquant aucun intérêt stratégique, diplomatique ou économique.⁴¹ La catastrophe de Mogadiscio (3-4 octobre 1993) fut l'élément déclencheur et quelques jours après, craignant des répercussions sur le plan intérieur, Clinton ordonna le retrait de ses troupes de Somalie.

Cependant, si l'« effet CNN » et la pression de l'opinion publique ont eu un impact fort et non négligeable, ce ne sont pas des facteurs explicatifs uniques de l'implication des États-Unis sur le théâtre somalien.

³⁹ Valerie Lofland, « Somalia: U.S. intervention and operation Restore Hope », The United States Naval War College, 1992, p. 56-57 [consulté le 18 mars 2016] : <http://www.au.af.mil/au/awc/awcgate/navy/pmi/somalia1.pdf>

⁴⁰ Peter Viggo Jakobsen, « Focus on the CNN effect misses the point: the real media impact on conflict management is invisible and indirect », 2000 *Journal of Peace Research*, vol. 37, n° 2, 2000, p. 132-135. Texte original : «The media got us (the US) into Somalia and then got us out».

⁴¹ Luke Glanville, « Somalia Reconsidered: An Examination of the Norm of Humanitarian Intervention », Ibid, p. 16.

Enfin, une troisième catégorie d'explication à mettre en avant concerne la vision selon laquelle la complexité de la situation était telle que l'intervention ne pouvait réussir.

Une situation locale chaotique sans possibilité de résolution

En effet, il y a souvent un certain sentiment de fatalité dans les analyses de la catastrophe politique et humanitaire somalienne. Pour beaucoup des individus qui ont témoigné pour ce mémoire, qu'ils soient du milieu militaire ou civil, la complexité de la situation politique était telle que l'action internationale menée dans les années 1990 ne pouvait être efficace pour stabiliser le pays à long terme. En effet, l'idée selon laquelle la Somalie était dans une crise tellement grave qu'elle ne pouvait être sauvée reste dominante dans la mémoire des événements.

Cette idée puise souvent ses sources dans la complexité de l'organisation politique somalienne. En effet, les structures claniques de la société somalienne sont souvent invoquées pour justifier l'impossibilité de la mise en place d'un État stable au cours des années 1990. Comme évoqué plus haut, malgré une cohésion socio-culturelle et ethnique forte, l'entité d'organisation politique pertinente reste le clan. Ce dernier correspond à une structure familiale fondée par des populations essentiellement nomades du moyen-âge. Il y a quatre clans principaux dans le pays, mais chaque clan est composé de sous-groupes pouvant parfois être en conflit. Initialement unis face au centralisme de Siad Barre, les clans se sont rapidement tournés les uns contre les autres face à l'impossibilité de trouver un accord sur le successeur de Barre. L'anarchie créée par cette situation a contribué à la montée du banditisme, renforçant l'idée que la Somalie était ingouvernable. L'un des officiers français que nous avons interrogé, ayant eu un rôle important au sein d'ONUSOM II, a décrit Mogadiscio comme « une poudrière où il fallait trois fois rien pour mettre le feu aux poudres »⁴². Cette vision a pu contribuer à la structuration de l'idée d'un règlement de crise impossible à long terme chez les militaires de haut rang, et peut contribuer à l'explication du retrait hâtif des forces américaines. Le témoignage de Wouter Van Empelen, Coordinateur Général pour Médecins Sans Frontières (MSF) à Baïdoa nous confirme que cette vision est partagée par les ONG. Il indique que tous les clans étaient considérés comme hostiles entre eux et envers les ONG⁴³. Il évoque un

⁴² Voir annexe n°2

⁴³ Voir annexe n°3

fonctionnement fortement local des clans sans coordination régionale ou nationale. Il semble ainsi clair que la profonde division nationale est l'une des causes de l'échec de l'intervention militaire et diplomatique, incapable de trouver un compromis national entre clans.

Cette idée peut cependant être nuancée. Si en effet les clans divisent la société somalienne, ce ne sont pas de simples milices informelles profitant du désordre pour gagner en puissance. Leurs structures sont complexes et organisées, et leur histoire culturelle est longue. Il est ainsi fort possible que si la communauté internationale avait renoncé à concevoir la Somalie comme un État central à l'occidentale, une stabilisation politique aurait pu se faire plus rapidement. En effet, dans le nord du pays, l'un des clans a pu constituer un territoire relativement stable, le Somaliland. L'exemple de cette région aurait pu être choisi par la communauté internationale, pour créer un État fédéral avec peu de pouvoirs, et des États fédérés forts. Selon Kaplan⁴⁴, spécialiste américain des États faillis, toute stabilisation future du pays ne pourra être envisagée qu'en prenant compte des spécificités claniques. Gascon⁴⁵ parle d'une possible « somalisation » sur le modèle de la balkanisation pour la région comme solution à la crise politique actuelle.

S'il est clair que la division profonde de la société somalienne a contribué à l'échec de la communauté internationale, une autre stratégie politique était possible. Si une vision moins étatiste avait été prise, le pays aurait pu être stabilisé de manière plus rapide.

Ainsi, les trois « théories traditionnelles » classifiées ainsi apportent toutes des éléments d'analyse essentiels à la compréhension de l'échec de la communauté internationale en Somalie. L'action internationale a été lente, la politique des États-Unis était inadaptée et la situation locale était extrêmement complexe. Cependant, nous avons aussi montré que ces idées ont leurs limites, et sont à elles seules insuffisantes pour appréhender l'ensemble des dysfonctionnements. Si nous sommes nous-mêmes loin de l'exhaustivité, nous allons, dans une dernière partie, contribuer à la réflexion sur le sujet en avançant trois idées sous-représentées jusqu'alors.

⁴⁴ Seth Kaplan, « Somalia's complex Clan Dynamics », *Fragile States*, 2012. [Consulté le 25/04/16] : <http://www.fragilestates.org>.

⁴⁵ Alain Gascon, « La Somalie en mauvais État », *EchoGéo*, [mis en ligne le 27 mai 2008, consulté le 25/04/16] : <http://echogeo.revues.org/4484>

De nouvelles pistes explicatives de l'échec de la stabilisation en Somalie

Le manque de coopération, de communication et de compréhension entre militaires et ONG

Si aujourd'hui des efforts de communication ont été mis en place entre militaires et ONG, au début des années 1990 les liens entre les deux étaient essentiellement informels et peinaient à créer des effets de synergie. Ces deux groupes sociaux s'opposent traditionnellement dans leurs intérêts et dans leurs valeurs. Un bref historique des ONG permet de comprendre pourquoi. Les premières ONG datent de l'ère de la décolonisation à l'heure du tiers-mondisme⁴⁶. Ces mouvements d'origine marxiste sont radicalement pacifistes et opposés à l'emploi des forces armées par principe. Au cours des années 1980 et 1990, des ONG moins idéologiques se sont développées⁴⁷, telles que Médecins Sans Frontières en 1980. Malgré cette évolution, au début des années 1990, de grandes réticences existaient entre ONG et militaires. Nous allons montrer ici, à travers des témoignages et une analyse sociologique des deux ensembles, qu'une meilleure stratégie de communication entre ONG et militaires aurait pu permettre que l'intervention humanitaire soit plus efficace.

Nous avons échangé avec plusieurs militaires de haut rang et responsables d'ONG au cours de nos recherches, et nous les avons interrogés sur leur coopération. Presque tous ont exprimé une certaine réticence à l'égard des activités menées par l'autre. Bien que notre échantillon soit loin de pouvoir être parfaitement représentatif de la coopération entre ONG et armées nationales, nous estimons que ces témoignages peuvent servir pour reconstruire l'état d'esprit général qui régnait lors de l'intervention, et nous permettent de donner des exemples très concrets des difficultés qui ont eu lieu. Nous prendrons ici pour exemple les témoignages d'un général français⁴⁸, chef de bataillon en 1992 et 1993 lorsqu'il a été impliqué dans les combats à Mogadiscio, et celui de Wouter Van Empelen⁴⁹, Coordinateur Général de MSF à Baïdoa de novembre 1992 à février 1993.

Le général nous a fait part de quelques difficultés lors de ses échanges avec les responsables d'ONG. Il nous a cité l'exemple de l'usage de forces de sécurité privées par certaines ONG. Les ONG sont souvent très prudentes lors de leurs interventions, par peur d'être confondus avec les militaires par les locaux. Le général explique que les « milices privées » employées par les ONG utilisaient souvent leurs armes à tort, notamment la nuit, pour

⁴⁶ Stangherlin Gregor, « Les organisations non gouvernementales de coopération au développement », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, septembre 2001 n° 1714-1715, p. 5-69

⁴⁷ Id.

⁴⁸ Voir annexe n°1

⁴⁹ Voir annexe n° 3

développer des activités criminelles. Pour empêcher cela, les troupes pratiquaient régulièrement des confiscations d'armes. Certaines ONG contestaient ces confiscations, puisque sans armes, les milices refusaient d'escorter les livraisons de denrées.

Wouter Van Empelen nous a apporté sa vision de cette pratique, qui était employée par les américains à Baïdoa sur les agents de sécurité qui défendaient son hôpital MSF. Il a soutenu ses gardiens face à ces confiscations, et a tenu tête à l'armée américaine refusant tout désarmement. « [En Somalie], le respect était construit autour de celui qui avait la plus grande arme », nous a expliqué M. Empelen, qui justifiait ainsi sa volonté de ne pas désarmer ses gardiens. D'autres sources nous indiquent même que des problèmes de communication de l'armée américaine auraient causé une aggravation de la situation sécuritaire. Selon un membre de CARE International⁵⁰, l'armée américaine a créé une ruée de bandits vers le nord en arrivant à Mogadiscio en décembre 1992 à cause d'une mauvaise stratégie de communication.

Au-delà du caractère anecdotique de ces témoignages se cache un manque de confiance et de communication entre militaires et ONG, les deux acteurs les plus importants de l'intervention. Visiblement les deux « camps » coopéraient difficilement dans certains domaines, au prix d'une efficacité sûrement plus importante de l'action humanitaire.

Premièrement, leurs stratégies et priorités sont fort différentes. Kofi Abiew⁵¹ explique qu'en Somalie les ONG souhaitaient couvrir le plus de terrain possible pour garder de bonnes relations avec la population locale. L'armée à l'inverse souhaitait que les ONG concentrent leurs activités pour pouvoir mieux assurer leur sécurité. Ce genre de situation était source de tensions entre les deux acteurs. On pourrait aussi évoquer les différentes « visions du monde » des deux communautés. Pour Kofi Abiew, cette différence de culture organisationnelle empêche la bonne circulation de l'information entre ONG et militaires.

Aujourd'hui les liens entre ces deux types d'organisations ont changé. Les armées ont développé des services de communication externe plus efficaces et les ONG se sont beaucoup professionnalisées et dépolitisées. Il est clair cependant que les relations ONG-militaires auraient pu être bien meilleures durant l'intervention somalienne, et cela doit rentrer dans l'explication de l'échec de l'intervention.

Un élément explicatif supplémentaire pourrait être les tensions et les oppositions entre les acteurs impliqués dans les opérations. En effet, que ce soit entre l'administration Clinton et

⁵⁰ Cf témoignage de Rhodri Wynn-Pope dans : Jane Perlez, « General is wary of sending force to Somali interior », Ibid.

⁵¹ Kofi Abiew, « From Civil Strife to Civic Society : NGO-Military cooperation in Peace Operations », Occasional Paper, Centre for Security and Defence Studies of the Norman Patterson School of International Affairs, 2003.

l'ONU ou au sein même de ces entités, des divergences de points de vue, d'objectifs et d'intérêts ont fortement compromis le bon déroulement des opérations.

Des problèmes relationnels entre acteurs individuels au plus haut niveau

Une des critiques fréquemment mise avant concernant la coordination des opérations ONUSOM, UNITAF et ONUSOM II, est la différence de points de vue et parfois les oppositions personnelles entre les dirigeants principaux de ces missions. On observe dans un premier temps deux visions différentes quant à l'objectif de l'intervention. George H.W. Bush y voit une intervention à but purement humanitaire, alors que Boutros Boutros Ghali veut inclure un désarmement massif des factions. Celui-ci décrit la situation de cette manière dans ses mémoires : « A mon sens, trois mesures essentielles s'imposaient : désarmer les groupes de combattants ; créer un climat de sécurité ; établir sur le terrain une division des tâches efficace entre les États-Unis et les Nations Unies. Les États-Unis n'ont pris aucune de ses trois mesures »⁵². Dès le départ des opérations, les objectifs n'étaient donc pas partagés entre les acteurs majeurs de l'intervention.

L'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche en janvier 1993 ne va pas améliorer les relations entre les américains et les Nations Unies. S'il était clair que Clinton n'avait pas fait de la politique étrangère son objectif principal lors de son arrivée au pouvoir, il fallait lui reconnaître, ou du moins à ses collaborateurs, la volonté de mettre en place un « assertive multilateralism », préconisant plus de liens avec les institutions internationales et une coopération renforcée. Ce concept est mis avant par Madeleine Albright, nommée ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies. Son idée était que si les États-Unis n'avaient plus la volonté politique ou les ressources économiques pour être le gendarme du monde, il était dans l'intérêt des américains de former des coalitions. Cependant, la crise somalienne va rapidement remettre en cause ce positionnement américain. La débâcle de Mogadiscio a conduit à un changement de philosophie à la Maison Blanche et a amoindri les chances pour l'administration Clinton de se réclamer de l'approche d' « assertive multilateralism » dans le futur⁵³.

Progressivement, des défis personnels s'installent entre Boutros Ghali et les hauts dirigeants américains. Après la catastrophe de Mogadiscio, le Président Clinton s'adresse au peuple américain le 7 octobre 1993, et va tenter de rejeter la faute sur l'ONU et annoncer le

⁵² Boutros Boutros-Ghali, *Mes années à la maison de verre*, Fayard, 1999, p.96

⁵³ James D. Boys, « A Lost Opportunity: The Flawed Implementation of Assertive Multilateralism (1991-1993) », *European journal of American studies*, Vol 7, No 1 | 2012, document 6, [mis en ligne le 17/12/2012, consulté le 2/05/2016] : <http://ejas.revues.org/9924>

retrait des forces américaines, alors même que la responsabilité de l'échec de cette opération était en grande partie américaine⁵⁴.

Le 18 octobre le *New York Times* sort un article intitulé : « Après avoir soutenu la chasse à l'homme contre Aïdid, les États-Unis rendent l'ONU responsable des batailles perdues »⁵⁵. Désireux de préserver son soutien domestique, l'administration Clinton va accuser les Nations Unies d'avoir poussé les américains à entamer une chasse à l'homme contre Aïdid, suite au massacre des vingt-trois casques bleus en juin 1993, conduisant à la catastrophe de Mogadiscio et la mort de dix-huit soldats américains. C'est une version de l'histoire réadaptée, car c'est bien les États-Unis, sous le commandement de l'amiral Howe, qui avaient poussé pour cette vendetta envers le général Aïdid⁵⁶.

En juin 1993, lorsque les forces d'Aïdid massacrent vingt-trois casques bleus pakistanais, Jonathan Howe annonce que la tête du général Aïdid est mise à prix en publiant un ordre d'arrestation à son encontre, tout cela, sans faire part de leur décision au Nations Unies et à Boutros Ghali. De même, lorsqu'est lancé le raid le 3 octobre 1993, le QG des Nations Unies n'est pas prévenu⁵⁷. L'ancien Président Jimmy Carter est amené à jouer un rôle de médiateur entre les États-Unis et l'ONU et, après une visite sur place aurait eu cette phrase très dure vis-à-vis de Jonathan Howe : « l'amiral Howe a été une catastrophe, animé de la conviction quasi-fanatique qu'il doit remporter une victoire militaire en Somalie »⁵⁸. Celui-ci a en effet centré autour de lui nombre de critiques, même au sein de son propre camp. On lui attribue la marginalisation des autres puissances et le fait que même lorsque les États-Unis ont accepté d'intégrer des officiers d'autres nationalités à l'État-major, ceux-ci étaient écartés du processus informationnel et décisionnel.

De plus, la volonté de Clinton de déléguer sa politique extérieure pour se concentrer sur les questions intérieures, mettait en avant un sentiment de désintérêt pour le processus décisionnel international, et agaçait ses interlocuteurs aux Nations Unies. Finalement, ce que redoutait Clinton se passa : une débâcle extérieure ayant des répercussions négatives sur le plan intérieur⁵⁹. Le 27 octobre 1993 un haut fonctionnaire américain va téléphoner aux Nations Unies en disant : « Nous étions sur le point de définir une politique de long terme [...] La Somalie va avoir des conséquences dramatiques sur l'avenir des opérations de maintien de la

⁵⁴ Boutros Boutros-Ghali, *Mes années à la maison de verre*, Ibid, p.159

⁵⁵ Michael Gordon ; John Cushman, « After Supporting Hunt for Aïdid, US is Blaming UN for Losses », *New York Times*, 18 octobre 1993.

⁵⁶ Boutros Boutros-Ghali, Ibid, p.161

⁵⁷ Pierre Melandri ; Justin Vaïsse, *L'Empire du Milieu, Les États-Unis et le Monde depuis la fin de la Guerre froide*, éditions Odile Jacob, 2001, p.121-122.

⁵⁸ Boutros Boutros-Ghali, Ibid, p.158

⁵⁹ James D. Boys, « A lost opportunity : the flawed implementation of assertive multilateralism (1991-1993) », Ibid.

paix des Nations Unies. C'en est fini des opérations importantes. Peut-être est-ce mieux ainsi ». Cela en est terminé de la logique d'« assertive multilateralism »⁶⁰.

L'opération « Restore Hope » restera comme le symbole de cette mauvaise interaction et difficile relation entre les différents contingents. Le colonel C., déployé pour le compte de l'armée française nous a relaté les difficultés de communications qui pouvaient exister lors de cette mission. Le général Howe dirigeait la communication américaine et quelques erreurs, notamment à l'arrivée des américains à Mogadiscio, a engendré des complications logistiques et d'organisation⁶¹.

La relation entre les contingents était globalement fonctionnelle, tout en connaissant certaines failles. Le général B. explique que les forces américaines avaient une conception de l'ONU comme une organisation militairement inefficace, ce qui pouvait entraîner des difficultés dans la coopération et la communication. Sur place, les modes d'action des contingents pouvaient varier, avec des militaires parfois peu entraînés, un recrutement faible, et un système de normes et de valeurs très différent de celui des contingents occidentaux, comme ce fut le cas pour les casques bleus nigériens et pakistanais⁶².

Il s'agira donc dans un dernier point d'analyser les erreurs stratégiques commises par les forces des Nations Unies qui ont pu heurter la mission.

Le non-respect par l'ONU de sa neutralité au cours du conflit

Au cours de nos recherches, nous avons constaté un changement d'approche de l'opération des Nations Unies à partir du milieu de l'année 1993. Le massacre des vingt-trois Pakistanais le 5 juin 1993 a profondément marqué la stratégie entreprise par le commandement de l'ONUSOM II, qui a adopté des pratiques plus offensives face au général Aïdid à partir de ce moment. Nous verrons ici que la chasse à l'homme du général Aïdid est allée trop loin, et que l'adoption de cette stratégie offensive a endommagé la réussite de l'opération.

Les Nations Unies ont eu des difficultés à négocier avec le général Aïdid dès 1992. Contrairement au général Mahdi, qui avait accepté de collaborer avec les Nations Unies dès le début du conflit, le général Aïdid avait plus intérêt à s'opposer à la communauté internationale. Ali Mahdi avait été nommé Président intérimaire de la Somalie, et en ce sens souhaitait s'intégrer dans la communauté internationale pour y affirmer son autorité. Aïdid avait quant à

⁶⁰ Boutros Boutros-Ghali, Ibid, p.176

⁶¹ Cf annexe n° 2

⁶² Cf Annexe n° 1

lui vocation à prendre le pouvoir de force, et à retourner le clan *Hiwaye* contre Mahdi. Pour cela il a refusé toute intervention importante des Nations Unies en Somalie au cours de l'année 1992. Quand les Nations Unies abandonnent les négociations de paix entreprises par Mohammed Sahnoun en novembre 1992, le général Aïdid est devenu totalement hostile à toute ingérence étrangère, refusant de reconnaître la légitimité de la présence d'une force humanitaire en Somalie. Cela s'explique par sa position dominante dans le sud du pays risquant d'être remise en cause par une intervention internationale.

Les casques bleus de leur côté, arrivés en masse à partir du début de 1993, ont aussi contribué à une montée des tensions. Selon nos sources militaires françaises⁶³, les contingents pakistanais (qui formaient une grande partie des casques bleus présents en Somalie) ont parfois été extrêmement irrespectueux vis-à-vis de la communauté locale. Le Général B. raconte avoir été témoin à de nombreux abus, notamment d'intimidation de civils et de violences gratuites. Les tensions se sont évidemment aggravées après l'embuscade contre les casques bleus du 5 juin 1993. Durant les semaines qui ont suivi cette attaque, les forces de l'ONU ont intensifié leurs opérations à Mogadiscio, et le 18 juin, une quinzaine de civils, a priori non armés, ont été abattus par les forces pakistanaises lors d'une manifestation publique⁶⁴. Cet épisode très peu connu a pu largement contribuer aux tensions qui ont provoqué l'avènement de la bataille de Mogadiscio quelques mois plus tard, au cours duquel plusieurs centaines de Somaliens et 18 marines américains ont été tués.

Il est nécessaire de noter les erreurs graves commises par le commandement d'ONUSOM II dans la réaction face à l'agressivité du général Aïdid, car cette question est sous-développée dans la littérature académique sur le sujet. S'il faudrait bien sûr mener des recherches plus approfondies et interroger plus de témoins pour faire une analyse complète des erreurs commises, nous proposerons tout de même ici deux questionnements qui nous semblent importants. (1) Il est nécessaire de retracer l'avancement précis des négociations menées par M. Sahnoun au cours de l'année 1992, et d'établir les raisons derrière l'abandon de ces négociations en novembre. M. Sahnoun affirme qu'une voie de sortie de crise était possible et que les négociations ont été abandonnées trop rapidement. Sur ce sujet il existe uniquement des récits des acteurs présents, il faudrait donc une recherche académique plus approfondie pour éclaircir le déroulé des événements. (2) Il serait souhaitable d'avancer dans les recherches sur les abus des casques bleus et éventuels crimes de guerre subis par les Somaliens au cours de l'intervention d'ONUSOM II. Nos témoins affirment que des abus ont été commis, et la

⁶³ Cf annexes n°1 et 2.

⁶⁴ Joseph Limagne, « Somalie : l'ONU traque le général Aïdid », Ouest France, 18 juin 1993.

presse de l'époque a parlé d'une tuerie de civils non-armés. Aujourd'hui rien n'a été écrit sur ce point. Cela nous permettrait de comprendre si certains membres du contingent onusien seraient responsables de la radicalisation du clan du général Aïdid qui a mené à l'épisode catastrophique de *Black Hawk Down*. Nous n'avons pas eu les moyens de répondre à ces questions au cours de nos recherches, mais un déplacement sur le terrain, une prise large de témoignages et un accès aux documents écrits lors des négociations de 1992 permettrait d'y voir plus clair.

Ainsi, nous proposons que le débat sur les causes de l'échec de l'intervention humanitaire en Somalie avance sur ces trois points : les problèmes de coopération entre ONG et militaires qui ont pu endommager l'opération, les désaccords politiques au plus haut niveau qui ont mené à des décisions de compromis peu productives, et le non-respect par l'ONU de la neutralité de ses forces, ainsi que l'existence d'éventuels crimes de guerre peu connus du grand public.

Conclusion

La crise somalienne a émergé alors même que le contexte mondial connaissait un bouleversement majeur. L'intervention qui suivit était la première grande opération de maintien de la paix de l'ère post-Guerre froide et visait à étendre les rôles des Nations Unies et des États-Unis dans cette nouvelle période. De fait, son échec relatif constitue une première remise en cause de l'ordre mondial dirigé par les États-Unis et attaque directement la légitimité de l'action internationale dans ce type de situation de crise. Depuis, la communauté internationale se montre plus réservée et plus timide lorsqu'il s'agit d'aller régler des situations humanitaires complexes comme ce fut le cas en Somalie. Le 17 octobre, soit quelques jours après la catastrophe de Mogadiscio, le Sénateur du Kentucky Mitch McConnell déclare : « le multilatéralisme est mort [...] tué dans les allées de Mogadiscio ». Clinton en fait le même constat, estimant qu'il faut ralentir les opérations de maintien de la paix car « Les Nations Unies ne peuvent pas s'engager dans chaque conflit qui surgit dans le monde »⁶⁵. Dans une logique de protection, les États-Unis vont donc freiner la politique onusienne qu'ils avaient eux-mêmes enclenché.

L'échec de l'intervention en Somalie était bien politique et non humanitaire. Des milliers de vies ont pu être sauvées mais le sud du pays est aujourd'hui toujours marqué par

⁶⁵ Boutros Boutros-Ghali, Ibid, p. 174

l'absence d'un pouvoir central reconnu. La relative stabilité dans certaines régions du Nord du pays est le résultat d'initiatives locales et non internationales. L'expérience somalienne prouve la nécessité d'appréhender la culture politique locale dans les missions humanitaires et de maintien de la paix. Les États-Unis n'ont pas pu assumer les coûts d'une telle intervention et même si certains acteurs internationaux étaient prêts à s'engager dans un processus de « nation-building », ils n'en avaient finalement pas les moyens⁶⁶.

Dès lors, s'il y a bien quelque chose à retenir de l'action internationale en Somalie, c'est que la restauration d'un État est bien plus compliquée que de mettre fin à une famine épisodique et d'instaurer de l'ordre au niveau local⁶⁷. Les diverses opérations ont mis fin à la famine mais ne constituent qu'une parenthèse dans la guerre civile somalienne, faute d'avoir pu être accompagné par un processus de restructuration politique. Pour les Américains, l'opération est vécue comme un échec dans le sens où des soldats américains ont perdu la vie pour un enjeu qui était devenu difficilement justifiable sur le plan intérieur, qui connaissait un certain nombre de « pulsions isolationnistes »⁶⁸.

Nos recherches ont permis une critique des explications existantes de l'intervention en Somalie, et nous avons apporté de nouvelles pistes de réflexion sur la coopération internationale, les discordes au plus haut niveau et les erreurs commises par les forces de l'ONU. L'intervention a ainsi été inefficace à cause des agissements incohérents des différents acteurs, et a entraîné des conséquences encore visibles en Somalie aujourd'hui. L'espoir n'a jamais été restauré.

Les conséquences de l'intervention en Somalie se sont rapidement constatées à travers un autre exemple africain : le Rwanda. Quelques mois seulement après le départ des dernières troupes internationales de Somalie, le Conseil de Sécurité a voulu éviter une nouvelle situation de crise et a exigé une retenue des casques bleus au Rwanda⁶⁹.

Annexe n° 1 – Entretien avec le Général B.

Retranscription d'un entretien téléphonique ayant eu lieu le 2 mars 2016

⁶⁶ Lewis, Mayall « United Nations Interventionism, 1991-2004 », Cambridge University Press, 2007, p.137-138

⁶⁷ Andrew S. Natsios, « Humanitarian Relief Interventions in Somalia : the Economics of Chaos », International Peacekeeping, vol 3, n°1, printemps 1996, p.89

⁶⁸ Pierre Melandri, Justin Vaïsse, « l'Empire du Milieu, Les États-Unis et le Monde depuis la fin de la Guerre froide », Ibid, p.122

⁶⁹ Roland Marchal, « L'ONU et la guerre. La diplomatie en kaki. », in Marie-Claude Smouts (Dir), Espace International, 1994, p.101

Avez-vous ressenti des différences entre la mission somalienne et d'autres missions en Afrique?

Chaque opération est différente. J'ai fait un séjour à Djibouti entre 1991 et 1993, puisque dès la fin 1991 il y a eu une guerre civile à Djibouti. On s'est retrouvé en interposition entre l'armée djiboutienne et les rebelles. Le déploiement en Somalie s'est fait à la suite de celui-ci. Mais en Somalie c'était sous mandat de l'ONU alors que pour le Djibouti rien n'avait été écrit. Au Tchad avant aussi, et en Centrafrique. Chaque mission est différente par le contexte, les acteurs et les règles d'engagement. En Somalie elles étaient très coercitives puisque sous l'égide de l'ONU et c'est les américains qui étaient aux malles en termes d'écriture des documents, et comme 17 Pakistanais avaient été tués, ils étaient un peu binares, un bon somalien est un somalien mort. Pour l'engagement à Mogadiscio : tout homme en arme était à abattre. C'était des directives de l'ONU. Aussi bien à New York que sur le terrain, il y a un mix de gens, d'Africains, d'Occidentaux et d'Asiatiques, et les règles d'intervention qui sortent sont des consensus. (...). Pour les événements de Mogadiscio en juin 1992 les règles ont été écrites en réaction immédiate à l'assassinat des 17 Pakistanais, c'était bon maintenant on ne fait plus dans la dentelle.

Avant la tuerie, la situation était différente?

Les règles d'engagement étaient communes à l'ensemble des contingents, c'est à dire l'accompagnement des missions humanitaires sur le terrain. Il y avait besoin d'escortes armées. Plusieurs solutions se posaient, prendre des troupes des Nations Unies, mais certaines ONG y étaient hostiles, notamment islamiques, qui étaient là pour faire du prosélytisme, et aussi des ONG antimilitaristes historiques. Les choses ont un peu changé mais pas trop, parce que les jeunes qui se lancent dans ces organisations-là étaient des idéalistes et donc les armes c'est pas bien quoi. Mais maintenant que les ONG sont professionnalisées, on est dans le pragmatisme. On a plus d'argent, c'est du business quoi. Le refus de l'accompagnement militaire s'est tourné vers les milices privées, des gens qui avaient des armes qui la journée les aidaient et la nuit les rançonnaient. Nous on disait que les milices pouvaient faire leur travail, mais que les armes ne devaient pas être utilisées en dehors des heures de service notamment la nuit. On notait tous les numéros des armes, et lorsque les armes étaient utilisées la nuit on les confisquait. Il arrivait souvent que les types à qui on a confisqué les armes allaient voir les responsables d'ONG pour leur dire que les militaires leurs avaient confisqué leurs armes et qu'à cause de cela ils ne

pouvaient aller faire telle ou telle livraison ce jour-là. “Les méchants de l’ONU sont venus les récupérer”. Certains qui venaient nous voir étaient sympa, et d’autres un peu plus agressif nous disaient “rendez-nous ça”. On disait oui mais là utilisé de manière un petit peu “olé olé” la nuit elles servaient à braquer quoi. Donc on avait des petites tensions avec les ONG. Mais nos règles étaient quand même généralement de tirer uniquement en auto-défense.

Vous avez quand même servi à Djibouti pendant le coup d’Etat somalien. Pourquoi la communauté internationale n’a pas agi plus tôt alors qu’il y avait des tensions?

On en entendait pas parler si vous voulez, il n’y a pas eu à l’époque de grands désastres militaires. Mais vous savez, pour qu’il y ait une opération de maintien de la paix, il faut un vote du conseil de sécurité, et pour que tout le monde soit d’accord, il faut qu’il y ait un agenda politique pour chacun. C’est un jeu de marchandage, et donc lent et complexe. (...). Ce qui a motivé les américains c’est, en fait juste avant il y avait la guerre du golfe en 90/91 où les américains étaient et même nous français c’était le droit international prime et l’ONU se donne des moyens forts pour pouvoir faire des opérations et restaurer le droit partout et donc il faut aller en Somalie parce ça correspond à cette logique.

Ça a été assez rapide quand même parce que je crois que les premières remontées de désastre humanitaire ont été remonté en été 1992, donc le temps de tous mettre en place, 3 mois. C’est pas énorme. (...). Pour mobiliser la communauté internationale pour faire une opération il faut se lever de bonne heure. (...).

Pouvez-vous nous décrire vos relations avec les Américains?

On a eu des relations avec eux en juin pour se battre contre les forces de Aïdid, en juin 1993, mais ça ne s’est pas bien passé. Le PC [poste de commandement] de l’ONU avait une base de

renseignement contrôlé essentiellement par des Américains et des Anglais et auquel on n'a jamais pu avoir accès. Pendant la semaine à Mogadiscio on faisait des opérations tous les jours à la demande du PC de l'ONU. Et on nous a dit voilà, il faut aller capturer la radio d'Aïdid parce qu'il émet à partir de cette radio et il contrôle les quartier comme ça. On a monté des opérations et les Américains nous ont donné des mauvais plans (...). Les forces spéciales étaient là (dans le bâtiment), mais ne nous l'avaient même pas dit. Heureusement qu'on ne s'est pas tiré dessus mais quand même. Après le 17 juin quand on s'est retrouvé dans les vrais combats pour capturer le général Aïdid on avait avec nous un officier de liaison américain qui parlait surtout au PC de l'ONU.

Vous pensez que ce problème de communication est à interpréter ou c'est juste quelque chose qui peut arriver?

Les forces américaines qui étaient là (10ème division de montagne) n'avaient aucune expérience des opérations extérieures, ils étaient pas au sein de l'ONU, leur idée de l'ONU c'est en gros comme nous français, en gros un truc qui marche pas et en tout cas militairement pas efficace, et ils vivaient dans leur monde. Ils considéraient l'ONU comme négligeable. Donc pourquoi développer des synergies? C'est pas leur truc. Ils ont changé depuis.

Vous avez porté secours aux Pakistanais en juin 1993. Pouvez-vous détailler l'opération et les conséquences de la suite? Un basculement dans l'intervention de l'ONU?

Le contingent pakistanais dans la partie nord de la ville s'est faite attaquée avec je ne sais plus combien de tués et blessés. Bon, moi je vous dis quand on voyait le comportement des forces pakistanaises avec la population c'était absolument scandaleux, moi je l'ai vu un check point vous avez un camion comme on en voit partout en Afrique avec 5 mètres de haut de paquet et 15 personnes assis en haut. Le camion arrive à la barrière les gens sont jetés du camion, les sacs sont jetés à terre, on tape un peu sur les gens puis après ils partent. Une capacité à se faire détester incroyable. Dans leur bâtiment juste en face du PC de l'ONU, et on nous a demandé d'essayer de débusquer un sniper qui tirait sur l'ONU, et en fait ils étaient tous en haut du bâtiment sans en sortir. On a demandé pourquoi vous en demandez pas aux Pakistanais d'aller trouver le sniper, et ils ont répondu que c'était parce qu'ils ne voulaient pas bouger. Ils ont mis la population contre eux, je ne suis pas si étonné qu'ils se soient fait flinguer. Quand ça s'est passé, la réaction de l'ONU a été de ne pas se laisser faire et de détruire et neutraliser le général

Aïdid. Il y avait quand même déjà 10 000 gens de l'ONU à Mogadiscio, et nous on était 200 au Nord et ils demandé des renforts. On ne savait pas pourquoi ils nous ont demandé de venir, mais c'était à cause d'une peur du commandement, personne ne voulait bouger. Bon c'est vrai que les populations n'étaient pas très amicales, et c'est souvent comme ça dans les capitales, mais tout le monde avait peur. A l'issue de cette semaine qui était un échec parce qu'on n'a pas capturé Aïdid, on nous a envoyé à Hoddur dans le Nord et notre mission n'a pas changé. Ça a peut-être été un échec pour l'ONU mais pas de changement pour les forces françaises.

Pouvez-vous nous en dire plus sur les problèmes de discipline dans les forces des Nations Unies ?

C'est souvent des gens qui viennent d'Afrique ou d'Asie et c'est le seul pour eux de financer leurs armées. Mais ils sont pas compétents. Entraînement faible, recrutement faible... Leur motivation pour venir avec l'ONU c'est toucher 90€ par jour, mais ce ne sont pas des armées compétentes. Et toutes les formations à l'éthique ils ne l'ont pas. Certains pays se comportent très bien, mais si vous prenez le Nigéria au Sierra Leone ça a été épouvantable. (...). C'est pas parce qu'on met des gens sous un casque bleu qu'ils sont formés, qu'ils ont appris l'éthique de l'ONU, il n'y a pas de formation. Vous ne changez pas culturellement un soldat. (...).

Que pensez-vous de la stratégie des Américains

Ils se sont arrêtés à Mogadiscio. Ils n'ont rien fait pour aider au déploiement des humanitaires. C'était un grand show médiatique, et a participé aussi de la dissuasion. C'était une dynamique en termes de communication pour montrer la force. Mais ce n'est pas la culture des Américains. C'est le *Posse comitatus*. C'est un principe qui interdit aux forces américaines d'intervenir sur le sol américain. Il n'a pas à agir dans la vie du pays. Dans l'esprit des militaires US ce n'est

pas à l'armée d'aider des populations civiles. Ils n'étaient pas là pour rétablir l'ordre civil ils étaient là pour taper sur du méchant.

Pensez-vous que cette intervention a eu un impact sur la Somalie d'après?

Non. Si cette opération n'avait pas eu lieu ça n'aurait rien changé à la vie politique somalienne. Ce qu'il faut bien voir c'est que la Somalie c'est un agrégat de clans, de tribus, de villages et déjà à l'époque ils disaient « les somaliens contre le reste du monde, mon clan contre la Somalie, ma tribu contre mon clan, ma famille contre ma tribu et moi contre ma famille ». La trahison échappe totalement à l'entendement dans beaucoup de pays d'Afrique (...). En Somalie il y a des retournements permanents de situation. Un jour, et ça m'a frappé, je tombe sur des gens très mesurés et ouverts dans un village près d'Hoddur, et ça m'a fait plaisir de voir des gens avec le même type de culture que moi, et à la fin il nous dit "vous savez on a qu'une hâte c'est que vous partez", "pourquoi?" "Parce que tant que vous êtes là je peux pas aller attaquer le village voisin" "C'est notre manière historique de faire". (...). "Vous européens vous nous empêchez de continuer sur notre mode de fonctionnement traditionnel". Donc cette opération elle a réglé la situation humanitaire, mais politiquement elle n'a rien réglé, quand vous regardez la situation aujourd'hui, c'est un peu comme la Libye, il n'y a pas d'unité nationale. Les gens se regroupent en Etat parce que c'est une structure de consensus et effet de synergie. Mais si l'Etat faillit, on se retire sur le clan. Comme en Somalie toutes les structures de consensus ont failli, on se replie sur les structures politiques primaires (village, clan, famille etc). Il n'y a pas de confiance dans les structures compliquées qui n'apportent rien. L'Etat c'est une armée qui vient nous casser la figure, c'est la police qui prend de l'argent, c'est un trésor qui vient piquer des impôts etc. Ce qui représente l'Etat c'est pour opprimer. La Somalie aujourd'hui c'est ça. A chaque fois qu'il y a eu un Etat on a été mal traité.

Il n'y avait pas selon vous de grandes erreurs de la part de l'ONU?

C'était une opération humanitaire. (...). Mais l'opération met un peu de baume sur un cancer mais le cancer est toujours là, il n'y a pas de projet politique commun. (...). La mise sous tutelle était impossible.

Selon vous est-ce que l'ONU aurait sur-réagit contre Aïdid?

Après l'assassinat des Pakistanais l'ONU ne pouvaient pas rien faire, et il n'y avait pas d'excuses. Difficile de la part de l'ONU de dire, on ne fait rien. Mais Mahdi était plus fin, il savait qu'il fallait travailler avec l'ONU. En plus les Italiens en étaient proches. Il a bénéficié du fait que l'autre s'est mis l'ONU à dos. (...). Il n'y avait pas de complicité de fait entre l'ONU et Mahdi même s'il y avait des échanges. (...).

Annexe n°2 – Entretien avec le Colonel C.

Retranscription d'un entretien téléphonique ayant eu lieu le 8 mars 2016

Colonel C. : Quand nous sommes intervenus, nous sommes entrés sur le territoire, le théâtre de la Somalie, la situation était désespérée, or ça faisait des semaines que tout le monde tirait la sonnette d'alarme, à commencer par les ONG. J'ai d'ailleurs le souvenir d'être rentré dans un village où il y avait plus de morts que de vivants avec des gens qui pouvaient même plus se lever tellement ils étaient affaiblis qui n'avaient plus à manger depuis des semaines et des

semaines. Lorsque l'on est arrivé il ne faut surtout pas se fier au sketch de Kouchner transportant ses petits sacs de riz avec son pantalon de toile et son petit polo Lacoste. Ça c'est n'importe quoi, la vérité c'est que lorsque les troupes sont arrivées, la situation était absolument désespérée, il n'y avait vraiment plus rien à manger dans le pays.

On critique souvent le fait que la communauté internationale ait tardé à intervenir en Somalie. Aurait-il eu pour vous une possibilité d'intervention plus tôt ?

Les armées ont pour la particularité d'être capable de réagir très vite. La mise sur pied de la force française a d'ailleurs réagi très vite c'est bien la raison pour laquelle des forces pré-positionnées à Djibouti sont intervenues en premier même si des compléments sont venus au fur et à mesure. Mais ça les armées savent le faire, à partir du moment où elles ont le feu vert. Les américains c'est toujours plus long, car ils ont un déploiement logistique considérable. Moi ce dont je me souviens en revanche, c'est que l'actualité se concentrait sur ce problème de la Somalie depuis des semaines et des semaines avant que la communauté européenne ne parvienne enfin à se mettre d'accord. Il est clair qu'il aurait été souhaitable que nous intervenions plus tôt. Si les armées étaient intervenues plus tôt, dès que les ONG avaient tiré la sonnette d'alarme et puis que la situation politique et sécuritaire sur le territoire s'était dégradée, il y aurait beaucoup moins de morts qu'il n'y en a eu à déplorer malheureusement.

Pendant votre première opération sous Restore Hope comment étaient vos relations avec les forces américaines ?

La coopération était très bonne, partout sur tous les territoires elle a été bonne avec les forces américaines. Là sur le théâtre somalien chacun avait sa zone de responsabilité, les Français au Nord, les Américains au Sud avec Mogadiscio. Mais dès lors que l'on avait besoin d'appuis la coopération fonctionnait très bien. Nous étions déployés au Nord et nous avons pu bénéficier chaque fois que c'était nécessaire de l'appui de l'hôpital américain qui était déployée à Baïdoa. Globalement la force française était autonome dans l'ensemble des moyens et besoins dont elle avait besoin mais à chaque fois que l'on a dû faire appel aux américains, ça s'est très bien passé. Après ce qui était très différent c'était la perception qu'en avaient les somaliens.

Moi je sais que ma première mission j'étais complètement dans le Nord, dans ma zone, implanté à Biolai, un petit centre de pèlerinage à quelques dizaines kilomètres d'Hoddur, la sous capitale régionale, j'avais une zone à gérer et je n'ai pas eu de contacts avec les américains pendant les 4 mois de ma mission, parce qu'il y en a pas eu besoin. En revanche quand je suis retourné l'année suivante, dans un cadre différent, j'ai eu à travailler avec les américains, et il n'y a pas eu de problèmes.

Est-ce que vous avez senti une certaine hostilité des populations locales vis-à-vis de l'intervention ?

La Somalie était une colonie italienne, habituée à l'ingérence, quand il y a eu l'indépendance il y eu la période d'influence soviétique avec Siad Barre, avec un certain nombre de conseillers soviétiques dans le pays. Une partie de l'élite s'est formée dans les écoles soviétiques, puis il y a eu un espèce de rééquilibrage et une autre est allée se former dans les universités américaines. Après le pays a été coupé plus ou moins en 2 par les 2 factions : Mahdi qui était élu, mais qui n'a fini par représenter que lui-même avec le temps et la faction Aïdid plus quelques groupuscules par ci par là.

Naturellement lorsque les militaires sont arrivés, la faction Mahdi était plutôt contente parce qu'elle avait le sentiment que ça allait servir ces propres intérêts, alors que la faction Aïdid y était opposée surtout qu'au moment où nous sommes arrivés, le Général Aïdid avait une grande partie de la ville de Mogadiscio et l'intervention leur mettait des bâtons dans les roues.

Est-ce que vous vous avez remarqué une différence de comment la population vous percevait selon la couleur de votre béret [béret national ou béret bleu] ?

Cela va être une sorte de cocorico mais l'ensemble des factions reconnaissaient à l'armée française une neutralité et un respect des populations et du pays qui n'était pas forcément reconnu par ces mêmes populations aux autres armées, surtout les américains, parce qu'ils avaient Mogadiscio dans leur zone forcément comme c'était là que se concentrait la plupart des oppositions et combats les plus violents, inévitablement c'est eux qui en prenaient le plus. Mais c'est vrai que jusqu'à ce que les français interviennent au profit des Pakistanais et des Marocains les français n'ont jamais eu de problèmes pour circuler et d'ailleurs n'ont jamais été menacé et eus le moindre problème. Pourquoi il y eu des combats ? Parce que les forces

françaises ont dû intervenir pour sauver les Pakistanais et les Marocains lorsqu'ils sont tombés en embuscade dans Mogadiscio. C'est la logique de l'opération multinationale qui a joué.

La façon dont les Français se battaient et la difficulté du combat face à des somaliens qui ne respectaient rien. La difficulté c'était de neutraliser des snipers qui étaient répartis au milieu de la population. A aucun moment les français ont imaginé aller tuer ou blesser des femmes et des enfants, qui forcément étaient mis devant, pour être sûr de tuer le sniper qui était au milieu. C'est parce que ces combats ont été extrêmement violents, avec des blessés très grave, dont le caporal C., qui avait pris une balle en plein front.

Là aussi quelque part, même après ces combats, il était resté chez les gens d'Aïdid un respect pour les forces françaises dans leur façon de se battre. Ils avaient l'impression d'avoir en face d'eux des militaires qui respectaient les règles de la guerre. On avait des règles d'engagement extrêmement strictes et quand bien même il fallait sauver nos amis alliés, il ne fallait pas faire n'importe comment, ce n'était pas possible.

Vous ne sous-entendez pas non plus que les américains faisaient n'importe comment ?

Ce n'est pas qu'ils faisaient n'importe quoi, c'est que la doctrine qu'ils appliquaient n'était pas adaptée à l'ennemi à qui ils faisaient face. De ce point de vu, je me posais la question de cette incapacité des américains à tirer les enseignements des conflits passés et finalement ils se sont engagés en Somalie comme s'ils n'avaient jamais fait de Vietnam. C'était assez hallucinant.

Pour pouvoir remporter la bataille de Mogadiscio, cela nécessitait d'énormes effectifs, il fallait reconquérir le terrain maison par maison, quartier par quartier, mais surtout ensuite le contrôler ce terrain, en garder la maîtrise. Sauf que les américains ils se battaient toute la journée et le soir ils partaient. Cela ne servait à rien car dans la nuit tout le monde revenait et il fallait recommencer le lendemain matin.

Même les Pakistanais et les Marocains n'ont pas su prendre en compte la spécificité de cet ennemi. Pourquoi est-ce que les Pakistanais et les Marocains se sont faits dégommer en moins de deux ?

Parce que les snipers somaliens ont écrêté l'unité parce qu'ils arrivaient tous avec les fanions et les antennes. Un chef d'unité à deux réseaux radio alors que les autres n'en ont qu'un. Quand on a deux antennes qui dépassent on sait que c'est le véhicule d'un chef et qu'il faut le neutraliser. Quand en plus vous ajoutez des petits fanions avec des codes couleurs qui vous permettent très rapidement de connaître l'organigramme du bataillon que vous avez en face de vous... c'est la fête foraine. Très rapidement ils avaient neutralisé toute la chaîne de

commandement et les soldats étaient pommés et n'avaient plus de chef. Les forces françaises se sont engagées, pas de gallons sur les tenus, une seule antenne sur tous les véhicules, du colonel au moins gradé des soldats, de manière à ne pas distinguer qui était chef et qui ne l'était pas.

Du coup ça a été une école un peu nouvelle, on avait deux réseaux internes et là il a fallu apprendre à travailler seulement avec un réseau bataillon. Ça c'est une question d'adaptation et il en a été tiré des enseignements qui ont été pris en compte durablement dans les procédures françaises au plan tactique. Alors que les autres ne l'ont pas fait.

Même après ces combats là il y avait un respect même si les combats ont été extrêmement violents.

Le général B. nous avait parlé de l'attitude des Pakistanais ayant pu expliquer le massacre de juin 1993.

Il y avait eu toute une série de petits incidents qui ont cristallisé les tensions. Certaines armées ont une conception humaine qui n'est pas la même que les armées occidentales.

Il y avait un convoi de dignitaires américains venus pour des négociations politico-diplomatiques, qui a traversé Mogadiscio, de manière totalement idiote en traversant le centre-ville ce que n'importe quel autre convoi un peu intelligent n'aurait pas fait et ils ont trouvé le moyen de faire ça un jour de distribution d'aide humanitaire avec 10 ou 12 000 somaliens. Forcément des risques de mouvements de foules existaient ils se sont très rapidement retrouvés encerclés. Les américains se sont très vite trouvés encerclés et un soldat américain a malencontreusement tiré et il y a eu un mouvement de foule.

Cet exemple montre que Mogadiscio était une poudrière et qu'il fallait trois fois rien pour mettre le feu aux poudres. Il fallait être sur place pour s'imaginer ce que ça pouvait être : il y avait en permanence des hélicoptères américains en l'air, jour et nuit, ce qui faisait beaucoup de bruit. Cela créait un climat de tension, de brouah. Vivre ça au quotidien pendant des semaines, sans argent, sans vivres, la peur, les exactions commises par les factions... Tout le monde était à cran et il était très facile qu'il y ait des incidents violents avec des pertes très lourdes.

Pour vous il y a eu des erreurs stratégiques des américains qui auraient pu être évitées faute d'avoir pu comprendre les spécificités locales ?

Oui... Quand vous êtes dans un pays comme celui-là, c'est une structure tribale et clanique, donc il faut s'approprier ça et il faut en passer par les coutumes du pays et les règles telles qu'elles existent même si vous êtes là pour sauver les populations de la faim, de l'insécurité.

Vous ne pouvez pas vous affranchir de ça sinon vous ne réussissez pas dans votre mission. On ne peut pas arriver avec nos schémas occidentaux. On avait un ennemi, des ennemis, mais ce n'était pas une armée régulière qui fonctionnait comme fonctionnaient les armées multinationales.

Ce n'était pas 14-18 ça n'avait rien à voir, il fallait donc s'imprégner de cela sachant que l'on avait une mission précise qui était de rétablir la sécurité sur la axes routiers majeurs pour permettre l'aide alimentaire et humanitaire de circuler. Il fallait s'occuper également de désarmer les gens et s'occuper des coupeurs de routes mais pas de conquérir la Somalie, on n'était pas là pour y rester mais pour permettre à un minimum d'état de droit de revenir.

Comment vous pourriez décrire vos liens avec les différentes ONG ?

Je suis intervenu souvent en Afrique, les ONG sont souvent antimilitaristes et ils ont conscience que lorsque les armées internationales ont intervenues c'est qu'ils ont échoué d'une certaine manière, personne ne peut leur jeter la pierre, ils font leur maximum. Mais je suis un petit peu circonspect car ils sont bien content lorsque l'on vient les sauver des prises d'otages, mais après ils considèrent que l'on ne gère pas les choses avec des armes et des gilets par balles. Après il y a des ONG avec qui cela se passe très bien, d'autres pas bien du tout, d'autres qui sont totalement indifférentes. Je n'ai pas eu beaucoup de contact avec les ONG, plutôt avec les chefs de faction, et je n'ai jamais construit de liens avec des gens de l'humanitaire.

Pouvez-vous nous expliquer la formation d'une police locale que vous avez effectuée ?

La France avait indiqué à l'époque qu'elle ne resterait pas de manière définitive. Puis il y a eu des pressions au niveau diplomatique au niveau de l'ONU ce qui a conduit le président de la République à dire que les Français devaient rester tant qu'il y avait des américains. L'Élysée a sorti qu'il fallait une centaine d'hommes... mais cela ne correspond à rien. C'est moins qu'un escadron et plus qu'une compagnie. Il a donc été décidé de faire un DAMI avec les forces françaises de Djibouti et j'ai été désigné comme officier de renseignement du détachement. On a été chargé de faire de l'instruction à des Somaliens destinés à être policiers tout en reconstruisant des bâtiments permettant à la ville de Baidoa d'avoir une vraie police. Puis la

France a fait un *Transfer of Authority* au Indiens et de fait nous avons été placés sous l'autorité du général à Baïdoa. On a été amenés à les aider au-delà de notre mission de formation de police.

Cela a fonctionné cette mise en place d'une police locale ?

Oui ça a fonctionné. Baïdoa était relativement calme. Même s'il y a eu des manifestations, on a pu voir les techniques des Indiens pour le maintien de l'ordre. Les Indiens avaient mis deux BMP et ils ont tiré un ou deux mètres au-dessus de la foule et en deux minutes tout le monde était parti et il n'y a eu aucune victime. C'était efficace et quelque chose que nous n'aurions pas pu faire. D'ailleurs il y avait une volonté des Somaliens de se dire qu'on pouvait reconstruire quelque chose, il y a eu un timide redécollage de l'économie. Je me souviens d'un député somalien qui voulait rencontrer des responsables économiques français car il voulait que la France investisse à Baïdoa. L'Italie avait accepté de reconstruire le stade et la France était plutôt absente. Je l'ai envoyé au Kenya pour rencontrer l'attaché de défense qui l'avait mis en contact avec le conseiller économique, malheureusement quelques semaines plus tard je rencontre ce député qui me dit que le conseiller économique lui avait dit la France n'était pas en Somalie pour faire des affaires mais au nom des droits de l'Homme et pour rétablir la démocratie. C'était fidèle au discours de Mitterrand à l'époque. Cependant les autres pays étaient prêts à investir alors que la France non.

Les américains avaient des difficultés de communication et ils auraient annoncé leur arrivé ce qui aurait facilité l'action des pillleurs ?

Lorsque nous sommes arrivés dans la raid de Mogadiscio les Américains ont mis plus de 36h que prévu pour déployer leur logistique. Lorsque nous avons débarqué nous avons appris que les munitions étaient à l'aéroport qui était arrivés par avion militaire et nus par bateau civils. Il a donc fallu faire les 12km entre le port et l'aéroport en traversant la ville de Mogadiscio à feu et à sang sans beaucoup d'armes. Ce n'est que le lendemain que l'on est parti rejoindre notre zone de responsabilité. Il faut dire que la communication militaire n'était pas à l'époque développée comme aujourd'hui. Mais cette intervention comme celle de Bosnie ont permis de développer la communication militaire. Une réflexion a également été mise en place concernant les médias. Tout ça n'était pas encore très développé et quand l'intervention a été déclenchée c'était Howe qui dirigeait la communication. C'est vraiment les américains qui avaient la main

sur les opérations. A la fin des années 1990 s'est développé des structures qui ont maintenant la main sur la communication. J'ai connu trois grandes périodes. En Somalie je rendais compte de quasiment rien avec des briefings toutes les semaines. Au Kosovo il y a eu un nouveau dispositif avec un commandement direct qui était fait depuis Paris. En 2006 j'ai été conseillé communication au Kosovo et c'était encore plus étroit je les avais au téléphone toute la journée. Il y a maintenant des procédures très rodées.

La Somalie est un très beau pays avec les moyens de devenir très prospère malheureusement en 2016 la situation n'a pas beaucoup évolué c'est catastrophique et j'en veux beaucoup au désintérêt de la communauté internationale qui est allée se faire un coup de pub en faisant de l'humanitaire, mais on n'est pas resté assez longtemps. Même si on est parti avec le sentiment de devoir accomplir à court terme avec un sentiment d'amertume de ne pas avoir pu rester plus longtemps.

Annexe N° 3 – Entretien avec Monsieur Wouter Van Empelen, coordinateur pour Médecins sans Frontières à Baïdoa (novembre 1992 – février 1993)

Retranscription de mails échangés les 27 et 28 février 2016

Samuel Hilyer

27 février 2016 à 11:37

À : WOUTER VAN EMPELEN

Dear Wouter Van Empelen,

I have written a long list of questions for you, but not wanting to bombard you with questions, I thought that I should start with a few "technical" questions, concerning your role within MSF at the time, how you organised your security and how things changed after the Americans arrived. Most of my questions are based on the various testimonies that you gave at the time to the press, compiled in the MSF report attached to this email. If any of my questions seem unadapted to your role in Somalia I apologise in advance. I have tried my best to ask the most relevant questions possible.

1. What exactly was your role as general coordinator for MSF at Baidoa? I understand you have a medical background? Am I right in saying that you were in Somalia from October 1992 to February 1993?

2. How did you organise security before US troops arrived? How did this change after their arrival? I understand that US troops tried to disarm your security guards?

3. Which exactly were the factions fighting in Baidoa? Which were the most hostile to you? How organised were they? Were they in any way coordinated on a regional/national level to your knowledge? Or was the biggest threat to MSF apolitical looters?

4. If I am not mistaken, the first troops to arrive were American. How did they act in Baidoa? How would you qualify their approach? Were they at all accepted as a legitimate defensive force by civilians?

I'd like to underline how grateful I am for this exchange. I know that you have given dozens of testimonies to the press over the years, and that the situation was extremely traumatic. Thank you.

I look forward to your response.

Kind regards,

Sam

De : WOUTER VAN EMPELEN

27 février 2016 à 20:06

À : Samuel Hilyer

Hi Samuel

Thanks for you questions and thanks that you do not send all questions in one mail. here my answers.

1. I have been general coordinator in Baidoa , Somalia from 22 November 1992 until 12 februari 1993. As general coordinator I was the final responsible for MSF Holland in Somalia (budget, Staff, policy, communication, external contacts, security etc. etc.). I am not medical but before I joint MSF in January 1990 I was a sport parachutist and instructeur of that with a parachute school in Mallorca, Spain.

2. The organisation about security before the american presence was; I had about 150 armed guards (all Somaly) all armed with kalasnikov or bigger machine gun or rocket launcher. we had armed guards in our living compound, we had armed guards in our IPD (inpatient department, that is like a field hospital) and armed guards in each of our 5 clinics. Besides that we had 4 guards on top of every vehicle which left the compound. The biggest change when the Americans arrived in Mogadishu was that we rented an anti aircraft canon on a 16 weel truck and posted it front of our compound. This canon was managed by 3 personal whit hydrolical little weels and one person on the tricker, in front we had one person who could communicate with any looter stopping in front of our compound to tell them that it would not be wise to stop there ever again. We removed the

canon after the arrival of the americans and contineud as before. Yes the Americans wanted to have our wapons and we gave them 2 or 3 wapons simbolicly but remained with all the rest.

3. The fighting was organised with the clans and in principle all clans where hostile to eachother. Dont ask me all the names please but I remebre one name of the habegadir clan. A lot of fighting was always justified by revenge for former fighting and deads in the clan (so those deads should be revengest). They where all coordinated in their clan by the so called "elders" , basically the elders decide on everything in the clans and had great respect. We considered all clans as a treath to us , to my knowledge were the clans localy organised and did not have national organisation. (there is a very complex clan system in Somalia with subclans even). Everything is oreganised around clan (and so ethnic and not political).

4. Yes the first troops were American and they arrived with an impressive force with big material and obviously very diciplined. That made an enormous impression on the ragtag somalia fighters. If you spend sufficiant time in conflict zones you become to understand that the only thing the combatants have respect for is some one with a bigger gun. (that is also why I had the anty aircraft canon in front of my compound some time). So the relation with the Americans was one of respect for the bigger gun i would say. The way they acted was with patrols in the street and sometimes really funny, I remeber that the second day that were in Baidoa, I decided that I was going to walk to the IPD instead of always sitting in a vehicle with 4 armed guards on the roof. So I left the compound.... and before I knew there was a american helicopter flying above me very low who followed me all the way to the IPD, in the open door there was avery big black american with a very very big machinegun sticking out of the door when I looked up he gave me the thumbs up sign to let me know that he had everything under control, he remained flying above the IPD for an other 10 minutes and when he did not see me come out decided to leave, until today it makes me have a smile on my face when I think about that moment.

In terms acceptance , yes they were accepted by the population and for 14 there was not asingle bullit fired, after that the Somalies started to try them and it became worse every day, to end you know with the famous Blackhag incident in Mogadishu. OK this is it for now and for the saturday, hope it is useful for you and dont hesitate with your questions. What are you actually studying and why do you do this research? friendly greetings

Wouter

Samuel Hilyer <samuelhilyer@gmail.com>
À : WOUTER VAN EMPELEN

28 février 2016 à 12:23

Dear Wouter,

Thank you so much for getting back to me so soon, this information will definitely help me.

Sorry I didn't really explain my project. I am a Master's student at Sciences Po Rennes in Brittany, France. In order to pass my degree, I have to write a dissertation on an International Relations subject. I chose Somalia because, at least in France, the civil war is rarely researched, and as a conflict that came immediately after the end of the Cold War, it has had a huge effect on UN and US policy.

My subject, roughly translated into Englsih is "The failings of the UN intervention in Somalia (1991-1994) : History, rememberence and testimonies of a misunderstood war.

I am trying to understand the complexity of what happened, and why the UN/US intervention failed in stabilising the country.

I will probably have a few more questions over the coming weeks if that is ok, but I do have one noWouter Van Empelen In newspaper articles that quote you at the time, you seemed to be very critical of how the Americans handled the situation in Baïdo. The answers you gave me yesterday seem less critical. Have you changed the way you see the US intervention?

Thanks again, I'm very grateful, it has been difficult to get in touch with people who were on the field like you.

Enjoy the rest of the weekend.

Sam.

PS : Do you know of anybody who worked for an NGO or Newspaper in Mogadishu at the time? I need a civilian testimony from someone who was in Mogadishu. Thanks.

De : WOUTER VAN EMPELENE

28 février 2016 à 13:09

À : Samuel Hilyer <samuelhilyer@gmail.com>

Hi Samuel

No my opinion of the american intervention did not change at all but I interpreted your question not in the way you ment it I guess. I thougth the question reffered to my security management duuring the intervention.

James Orbinski (my medical coordinator and Canadian) and myself have been very very vocal on the Americam intervention and emphasised that the humanitarian situation in Baidoa deteriorated enormously after the intervention (in Mogadishu only) . We went on all tv channels to mention that in our opinion Bush (the old one) and Powel where not trustworthy and that they brought us in more danger as ever before.

First because they had broughtly anounced on CNN etc. that they would intervene simultaneously in Mogadishu and Baidoa, while in reality when they finaly intervened, they only intervened in Mogadishu and not in Baidoa, and that because of that all the looters of Mogadishu came to Baidoa and started looting the NGO,s. And with succes all organisations were looted except for us, I told you already how I had to protect us with an anti aircraft canon on a truck with 16 weels which kept us safe.

From Donald Titelbaum a CIA operative who vissited us in Baidoa (I knew him from my first mission in British Guiana) to ask me to stop giving interviews accusing Bush and Powel, I understood that Bush The president of America had called the highest in command in Mogadishu in the middle of the night to order him to immidiately intervene in Baidoa (after 3 or 4 days of us accusing him via the news channels) . I am still very proud that a small NGO guy could force the preseidant of the USA to wake up and call his general.

As far of your question of someone in Mogadishu, I guess you already Tryed to contact Patrick Vial who was the general coordinator of MSF France in Mogadishu in those times?

Ok happy sunday and hear from you again. (I start to enjoy this, it brings back a lot of stuff)

Greetings

WOUTER

Samuel Hilyer <samuelhilyer@gmail.com>

28 février 2016 à 13:21

À : WOUTER VAN EMPELEN

Thanks for this. This definitely clears things up for me. And yes, congratulations for having woken up the President! I will probably get back to you as my research deepens.

Yes I have tried to contact Mr Vial, he now works at the Red Cross in Geneva, but his Secretary told me that he was very busy. I have sent him an email and hope that he gets back to me if he finds time.

Thanks Wouter

Sam

Annexe N° 4 – Entretien avec Laurent Leblond, journaliste présent en Somalie au début des années 1980

Retranscription de mails échangés entre le 29 février et le 2 mars

Samuel Hilyer <samuelhilyer@gmail.com>

29 février 2016 à 11:49

À : Laurent Leblond

Bonjour,

Merci encore d'avoir accepté de témoigner pour mon mémoire sur la Somalie. Je ne vous citerai pas directement sans votre permission, mais sachez que je ne cherche aucunement à publier le mémoire, et que son contenu restera entre moi, mon collègue Pierre Gourlaouen et mon responsable de recherche (Nicolas Vaicbourdt).

Voici quelques questions sur vos expériences en Somalie. J'ai essayé d'être le plus précis possible, mais peut-être que certaines de mes questions ne sont pas suffisamment liées à votre expérience. Je m'en excuse d'avance si c'est le cas.

Tout d'abord, pouvez-vous m'en dire un peu plus sur votre travail en Somalie? Vous travailliez essentiellement sur les réfugiés et l'alphabétisation? Dans quelle(s) région(s) avez-vous travaillé?

Vous étiez présent en Somalie juste après la guerre de l'Ogaden. Avez-vous été témoin des conséquences de cette guerre (insécurité, malnutrition, instabilité politique...)? Pouvez-vous me raconter la manière dont vous avez perçu le pays en 1981?

Je présume que vous avez travaillé dans des camps de réfugiés. Où étaient-ils? Comment étaient les conditions de vie des réfugiés? Avez-vous assisté à des violences? Comment la population locale percevait le gouvernement de Siad Barre?

Enfin, comment avez-vous été perçu par la population locale? Etiez-vous accueilli comme un journaliste ou comme un étranger qui n'avait rien à faire là...? Comment étaient vos expériences avec les autorités?

Merci encore. Je suis sûr que votre témoignage nous sera très utile.

Bonne semaine.

Bien cordialement,

Samuel Hilyer

2 mars 2016 à 18:53

DE : Laurent Leblond

À : Samuel Hilyer <samuelhilyer@gmail.com>

Bonjour,

Vous pouvez me citer sans problème comme journaliste travaillant en 1981 pour la Radio Suisse et publiant des articles dans La Croix et Jeune Afrique.

Du 10 juin au 10 juillet 1981, je me suis intéressé à l'aide de la Communauté Economique Européenne aux réfugiés en Ethiopie et en Somalie. J'ai aussi suivi la campagne d'alphabétisation en Ethiopie tout en visitant une partie du pays : Gondar, Bahar Dar, Lalibela, Diré-Dawa et Harrar. Harrar où Raimbaud vendit des armes.

En Somalie je suis allé à Mogadiscio, puis dans les camps de réfugiés de Bourdoubo et Hilomarer, situés à environ une heure d'hélicoptère de Mogadiscio : je ne réussis pas à les situer sur la carte de la Somalie.

A Mogadiscio et dans les camps de réfugiés, j'ai rencontré les médecins et infirmières d'organisations humanitaires européennes, dont Médecins Sans Frontières, et américaines.

Ces médecins et infirmières m'ont parlé de la malnutrition mais ni de l'insécurité ni de l'instabilité politique. Pour eux, le principal problème était d'essayer de convaincre les femmes somaliennes d'alimenter aussi les enfants les plus chétifs. Ils y ont finalement renoncé, car pour ces femmes du désert, il était normal que les enfants les plus faibles meurent : c'est la loi du désert. Tous ces humanitaires estimaient que leur morale obligeant à sauver tous les enfants n'était pas supérieure à celle des Somaliennes. A Bourdoubou et à Hilomarar, je n'avais pas eu du tout l'impression d'être dans des camps de réfugiés : ce qui m'a frappé comme tout le monde, et cela peut surprendre et choquer, ce sont les élégantes robes des femmes somaliennes, qui sont très belles.

A Mogadiscio, la situation était calme en juillet 1981, date de mon séjour. Contrairement à ce qui se passait en Ethiopie, il n'y avait pas des militaires partout. Je ne peux pas vous dire comment j'ai été perçu par la population locale à Mogadiscio et dans les camps de réfugiés. Je ne peux pas vous donner l'opinion de la population locale sur le gouvernement de Siad Barre. J'ajoute juste cette information : ayant pris des photos à Mogadiscio sans avoir un permis pour ce faire, j'ai été assailli par un groupe de jeunes très excités, qui m'ont emmené au poste de police où j'ai immédiatement donné ma pellicule pour éviter de croupir en prison. Sinon, je n'ai rien d'autre à préciser sur mes relations avec les autorités.

Vous trouverez en pièces jointes trois de mes articles, qui peuvent vous aider :

- celui dans la Croix des 11 et 12 octobre 1981 sur l'aide de la CEE aux réfugiés
- celui dans Jeune Afrique du 30 septembre 1981 sur l'alphabétisation en Ethiopie
- mon interview de Claude Cheysson dans le quotidien le Continent du 17 décembre 1980

Bien cordialement

Laurent Leblond